

Omar BENJELLOUN

Une vie de combat au service des causes justes



1975 - 2015

40^{ème} anniversaire de l'assassinat de Omar BENJELLOUN

Sommaire

Mot de Jossour

Omar Benjelloun, le militant

Omar Benjelloun, le courage et la dignité

Omar Benjelloun, une vie, un destin

L'affaire Omar Benjelloun

Quelques dates

Ecrits

- Lettre d'Omar Benjelloun à Mahjoub Ben Seddik
- Comportements de nos cadres devant le problème palestinien
- Présentation du projet de rapport idéologique
- Interview – libération

Témoignages

- Hassan Hadj Nasser - Hommage
- Zakya Daoud
- M'barek El Moutaouakil
- Abderrahim Ben Barka
- Tarik Kabbaj

*« Pensez à moi sans douleur,
Et parlez de moi à vos enfants. » Saïda Menebhi*

Parler de l'itinéraire d'Omar Benjelloun, celui de tous ceux qui voulaient modifier le destin des peuples, c'est mener la lutte contre l'oubli, retisser le fil d'une mémoire à laquelle les jeunes générations de marocains se réfèrent encore aujourd'hui. C'est affirmer que les sacrifices des nombreux patriotes, leur courage, leur volonté, leur dévouement, leur projet, leur exemple, ne sont pas oubliés. C'est également, participer à mettre les jalons qui permettent aux chercheurs d'écrire l'histoire du mouvement progressiste au Maroc. Mais c'est aussi **soutenir l'exigence que le secret soit levé sur toutes les circonstances de l'assassinat du dirigeant socialiste, que soient reconnues toutes les responsabilités dans ce crime politique.**

Omar Benjelloun est né à Berguent en 1936. Il est lâchement assassiné le 18 décembre 1975 à Casablanca, dans des conditions qui n'ont jamais été élucidées. L'homme n'était pas seulement un symbole, mais une conscience et des principes dans l'engagement militant. Il portait avec persévérance et énergie de nombreux combats, politiques et syndicaux. Il ne s'était jamais résigné à accepter l'injustice et l'autocratie. Sa mort violente, n'est que la conclusion tragique d'un long processus de traque et de répression, exercé par un appareil sécuritaire impitoyable. Elle permet de connaître comment un régime, avide de perpétuer ses pouvoirs et ses privilèges, s'est employé pour éliminer toute opposition consciente. Omar Benjelloun était considéré comme dangereux par le pouvoir.

L'Association des Marocains en France, AMF, consacre ce numéro spécial de Jossour à Omar Benjelloun pour rendre un hommage mérité à un des rares hommes politiques qui parlait vrai, dans un pays tétanisé par la répression policière. Et, à travers ce défenseur infatigable de l'élévation du peuple, nous voulons également rendre hommage aux démocrates et progressistes marocains persécutés, disparus ou assassinés en raison de leurs activités politiques, syndicales ou associatives.

Ce qui fonde la grandeur de l'homme, c'est sa mémoire. Devant le grand défi de son avenir, le peuple marocain a besoin de conserver dans sa mémoire collective la connaissance objective et complète de son histoire récente : la lutte pour l'indépendance et la souveraineté nationale, les combats pour l'émancipation politique, économique, sociale et culturelle, pour les droits de l'homme, mais également les souffrances des années de plomb et les conséquences de ces phases essentielles. Celles-ci marquent inexorablement le présent et engagent le futur. Font autant partie de cette histoire, les erreurs commises par le Mouvement National dans la conduite de la construction d'un nouvel avenir auquel aspiraient les Marocains au lendemain de l'indépendance de leur pays en 1956. Il convient d'y ajouter les insuffisances et les erreurs de la gauche, son manque d'unité, ainsi que le poids du dogmatisme qui n'a pu être dépassé.

L'exigence de vérité historique doit se référer aux sacrifices des femmes et des hommes qui ont engagé au péril et au prix de leurs vies, un combat courageux et déterminé pour la défense des valeurs chères à cette patrie : la liberté, l'égalité et la justice sociale. Leur mémoire nous interpelle pour savoir quels enseignements avoir de cette période et quelles conclusions en déduire.

« La mémoire est une des clés du développement et du progrès car elle facilite le cumul des expériences et des leçons que l'on en tire. Elle limite les dangers de l'amnésie et l'inconscience de ceux qui parlent de tourner la page. Mais pour tourner une page, il faut d'abord l'avoir lue attentivement en parvenant aux conclusions qui s'imposent avant d'entamer la page suivante. » Mehdi El Mandjra¹. Maintenir vivante la mémoire des martyrs des luttes pour la démocratie et des droits humains est la meilleure réponse aux spécialistes de l'oubli et autres professionnels de la page tournée.

Omar Benjelloun était un intellectuel engagé. Sa vie, sa pensée, ses combats et son refus de tout compromis lorsqu'il s'agissait de défendre des causes qu'il considérait justes, permettent d'apprécier la dimension de l'homme, de cerner au plus près son cheminement depuis la ferveur de l'engagement dans le mouvement étudiant à Paris dans les années cinquante, jusqu'à son assassinat. Sa forte personnalité, sa rigueur, son intégrité, sa perspicacité et son indépendance d'opinion, ont forcé le respect de ses amis comme de ses adversaires politiques.

Ingénieur, avocat, journaliste, syndicaliste et stratège politique, il n'a jamais brigué d'autres responsabilités que celles qui relèvent de son engagement militant, une éthique de vie qui l'oblige. Il a su résister à l'opportunisme politique, sans la moindre tentation carriériste, sans le moindre soupçon d'affairisme. Il est resté fidèle aux principes qui ont guidé son existence et sourd aux sirènes du pouvoir.

A l'instar de Mehdi Ben Barka, son aîné, qu'il a accompagné dans ses combats et dont il a partagé les espérances, il fait partie de la constellation des militants mythiques les plus valeureux dont le nom reste synonyme de résistance, de liberté et d'idéal égalitaire. Les revendications morales et politiques dont ils furent les symboles, leurs luttes et leurs messages sont encore bien vivants, présents partout dans les gestes de la vie quotidienne et les paroles des Marocains.

Il y a des personnages dont l'engagement se transforme en lègue, Omar Benjelloun en est un. Sa plus féconde leçon est de nous donner par sa vie comme par sa mort violente d'une époque qu'on espère révolue, l'exemple de l'homme qui privilégie les idées sur les intérêts, le dévouement sur les profits, l'œuvre elle-même plutôt que la récompense. Son optimisme, son espérance face aux difficultés et sa volonté d'agir ne le quittaient jamais.

Mustapha Majdi

1 – Mehdi El Mandjra, fondateur de l'Association marocaine de prospective et de l'Organisation marocaine des droits de l'homme - Intervention au Colloque international, 40 après l'enlèvement et la disparition de Mehdi Ben Barka, « De la Tricontinentale à l'Alter-mondialisme » - Sénat Paris 2005

Il y a des gens qui vivent et meurent sans laisser de traces, alors qu'il y en a d'autres qui empreignent par la qualité de leur œuvre, par la sincérité de leur lutte, la vie de toute une population au prix de leur quiétude, de leur bonheur voire même de leur vie.

Omar Benjelloun faisait parti de cette catégorie. Ceux qui l'ont côtoyé de près se rappellent ce militant modèle qui était prêt à se sacrifier pour une cause juste. Sa vie était jalonnée par une lutte acharnée contre le despotisme, contre l'arbitraire dont il fut lui-même à plusieurs reprises victime. Il passa une grande partie de sa courte vie à défendre les libertés, les démunis, les opprimés en tant qu'avocat et en tant que journaliste, ce qui lui valut plusieurs condamnations allant de la peine capitale à l'enlèvement, à la séquestration arbitraire jusqu'à l'exécution par la main de l'un de ceux pour qui il a consacré sa lutte.

Omar était porteur des valeurs pour lesquelles l'humanité n'a pas cessé de lutter.

Omar Benjelloun a laissé un dicton que ses camarades répètent toujours.

La mystification est la pire des modes de répression, mystification et imposture ont été et sont jusqu'à nos jours les perversions contre lesquelles l'intellectuel et le croyant demeurent impuissants.

La première mystification concerne l'idéologie sioniste. Pour Omar, elle est l'une des plus dangereuses mystifications. L'état d'Israël est l'objet d'une mystification et d'une imposture qui ont dupé un grand nombre de penseurs contemporains influencés qu'ils étaient par l'horreur de l'holocauste sans tenir compte du génocide dont sont victimes les palestiniens.

Son engagement pour cette cause l'a poussé en tant que journaliste à éditer un journal " Palestine " qui ne cessera de paraître qu'avec la répression de 1973.

La deuxième mystification est en rapport avec le droit du peuple marocain à la liberté, la dignité, la démocratie et à l'unité de son territoire. Omar a lutté contre la démocratie de façade ; pour une libération de la terre et de l'homme. Il a souvent rappelé que l'armée royale naissante avait au début des années 60, soutenu la bataille d'écouvillon qui permit de balayer l'Armée de Libération Nationale, ALN, en collaboration avec les armées françaises et espagnoles. Omar n'était pas d'accord avec la marche verte comme moyen de libérer le Sahara. Il optait pour une lutte populaire, ce que le makhzen craignait le plus.

La troisième imposture que dénonça Omar lui couta la vie. L'histoire humaine nous montre que l'intégrisme religieux est la pire des mystifications que l'humanité ait connu et dont les victimes sont principalement les philosophes,

Les penseurs et principalement les militants de gauche. L'intégrisme islamiste que nous avons échoué à démystifier utilise les petites gens prêtes à croire tout ce qu'on leur raconte. Il les transforme par le matraquage idéologique en bombes humaines prêtes à exploser au moment et aux lieux indiqués. La pauvreté, l'ignorance et l'oisiveté font de ces marginaux les victimes désignées pour croire aux bonheurs éternels qu'on leur fait miroiter.

Que puis-je dire, moi qui ai survécu à Omar, à ses frères Abbas et Ahmed si non que la vie continue malgré tout. Le joug de cette lourde responsabilité qui consiste à veiller à ce que s'accomplisse la volonté de tous ceux que nous avons aimés et avec qui nous avons

lutté. Cette responsabilité nous incombe à nous tous militants vieux ou jeunes et surtout jeunes parce que nous avons cru à cet espoir pour lequel un grand nombre de nos camarades se sont sacrifiés, se sont expatriés ou ont supporté des années de sacrifice, de détention. Devant la mémoire de ceux qui ont disparu je m'incline et demande pardon, parce que vivant; et je n'ai pu que penser à tous ceux qui-comme moi -ont survécu, sans savoir si c'est une chance ou une damnation. Mais le devoir et la responsabilité exigent que nous continuions, pour combler le vide qu'ont laissé nos prédécesseurs et accomplir la tâche qui était la leur et qui est la notre après leur disparition.

Mbarek El moutaouakil

Omar Benjelloun, le courage et la dignité

*« L'espoir est meilleur que la peur.
L'optimisme est meilleur que le désespoir. »*

L'année 2015 marque le 50^{ème} anniversaire du soulèvement populaire du 23 mars 1965 au Maroc, celui de l'enlèvement et de la disparition de Mehdi Ben Barka à Paris, le 29 octobre 1965. Elle marque également le 40^{ème} anniversaire de l'assassinat d'Omar Benjelloun le 18 décembre 1975. Le dirigeant socialiste est poignardé devant son domicile à Casablanca, victime d'un crime odieux, exécuté par des membres de la « chabiba islamya », jeunesse islamiste, fondée en 1969 par Abdelkrim Motii¹, « très vraisemblablement manipulée par le pouvoir² ». Il laisse un grand vide dans un pays qu'il a servi avec un dévouement exemplaire.

Cet acte infâme, planifié, est ressenti avec une douleur profonde par beaucoup de Marocains qui ont les mêmes aspirations que lui. Il renvoie aux années les plus sombres de l'histoire récente du Maroc, une période de grande souffrance, marquée par la répression féroce de toute opposition politique. Enlèvements, détentions arbitraires, tortures dans des lieux secrets, disparitions forcées, assassinats politiques..., pendant plus de trente ans, des premières années de l'indépendance en 1956 jusqu'aux années 90, des exactions graves et des atteintes multiples aux droits humains ont été commises au Maroc.

Plus de quarante ans après la disparition d'Omar Benjelloun, la question se pose de savoir ce que représente sa personnalité pour le peuple marocain : les principes qu'il a défendus demeurent vivants, les combats qu'il a menés sont toujours d'actualité.

Il a défendu la liberté de l'individu contre l'oppression sociale et économique, l'indépendance et l'émancipation de la nation contre la domination étrangère, la dignité du peuple contre l'arbitraire et la prédation d'un régime autocratique. L'exemple d'Omar est toujours vivant, comme demeure vive la légitimité de son combat.

Major de sa promotion de l'Ecole supérieure des télécommunications de Paris, ayant parallèlement, obtenu un DES en droit à la Sorbonne, Omar Benjelloun a renoncé à une carrière professionnelle prometteuse pour se consacrer au combat politique. Il présente le parcours d'une des personnalités les plus marquantes du Mouvement démocratique au Maroc. Il était un homme politique d'une rare probité, un syndicaliste opiniâtre pourfendant les inégalités sociales, un défenseur infatigable des opprimés, mais aussi un homme d'une grande humanité, un visionnaire étroitement lié aux masses populaires, à la hauteur des convictions qu'il défendait.

Omar était un homme ouvert, chaleureux, d'une grande richesse intérieure. Rigoureux et méticuleux, il alliait la jeunesse d'esprit, la réflexion lucide et l'expression claire, outre les qualités habituelles aux ingénieurs, formés à l'analyse et au raisonnement logique. Il choisira le journalisme et le barreau par esprit citoyen et inclination vers la politique, au sens fort, celui de servir la société.

L'action et la pensée d'Omar Benjelloun s'inscrivent dans le contexte de l'affrontement pour le pouvoir entre l'institution monarchique et le Mouvement national au lendemain de l'indépendance du Maroc. Ce qui caractérise son parcours, c'est une détermination sans faille dont il a fait preuve toute sa vie. Membre fondateur et l'un des dirigeants importants de l'Union Nationale des Forces Populaires, UNFP, devenu en janvier 1975, l'Union Socialiste des Forces Populaires, USFP, et de ses organes de presse, responsable syndical de premier plan, il a, jusqu'à la fin de sa vie, été présent sur tous les fronts du combat pour la démocratie et le progrès social. Ses actions s'appuyaient sur des principes, des convictions et des valeurs profondément ancrés. Ses aptitudes et ses exigences intellectuelles, sa foi profonde dans l'engagement citoyen et dans la jeunesse de son pays, son acharnement à réveiller les consciences et à réconcilier les plus découragés avec l'espoir dans les moments les plus difficiles, faisaient de lui un modèle de l'intellectuel engagé. Il était un homme apprécié et respecté pour son courage, sa volonté, sa capacité de mobilisation et son action permanente.

Omar a affronté les défis et les épreuves, supporté les adversités, les souffrances, les privations, les atrocités et les horreurs infligées à tous ceux qui ont osé s'opposer à l'arbitraire et le despotisme d'un régime qui a fait de l'usage de la répression policière, de l'humiliation des citoyens et de l'accès frauduleux de ses affidés à la richesse, l'essentiel de son mode de gouvernance. Il défendait avec intransigeance l'idéal des droits humains. A ses amis qui lui conseillaient la prudence, il répondait : « *Nous ne devons pas rester passifs alors que les citoyens marocains ne bénéficient pas des droits civiques les plus élémentaires*³. » Ceux qui l'ont connu, accompagné parfois dans son engagement militant, parlent d'un homme énergique, sans cesse en mouvement, en questionnement, mais aussi d'un homme toujours disponible, reconnu pour ses qualités humaines de simplicité et de franchise. « *On lit dans son regard une sincérité qui nous laisse penser que tout ce qu'il dit vient du cœur.* », témoigne un de ses amis. Il pensait ce qu'il disait, et il disait ce qu'il pensait. Il était un homme chaleureux, attentif à tout, aux idées et aux autres, si persuasif dans sa présentation des problèmes dont souffre la société marocaine.

Omar Benjelloun a payé un lourd tribut pour son engagement militant. Il a payé de sa vie son militantisme efficace et sa détermination dans la lutte pour la dignité humaine. Il est assassiné au moment où, plus que jamais, la cause de la démocratie à laquelle il a apporté une inestimable contribution, avait besoin de lui. Il est mort alors qu'il préparait le congrès constitutif de la jeunesse de son parti, qui sera l'aile très active de l'USFP pendant des décennies. Il comprenait les frustrations des jeunes, il partageait leurs rêves de changement. Il encourageait leur implication en politique afin de bâtir un Maroc solidaire, plus juste et de meilleures perspectives d'avenir. Il a rejoint le panthéon des personnages illustres de la gauche marocaine, aux côtés du plus emblématique d'entre eux, Mehdi Ben Barka. Cette figure historique du Mouvement national sous le protectorat français, personnage de référence de la gauche au Maroc, animateur des mouvements révolutionnaires du Tiers Monde, était de tous les combats pour l'indépendance et la libération des peuples, pour leur émancipation politique et leur développement économique.

Le parcours politique de Ben Barka traverse le nationalisme marocain, le rêve du Maghreb des peuples et des espoirs du panarabisme, le socialisme et l'internationalisme de la Tricontinentale⁴. Sa contribution aux questions politiques, sociales et économiques du Tiers Monde demeure une référence. Après l'enlèvement et la disparition de Mehdi, Omar apparaît comme l'opposant le plus déterminé du pouvoir.

Issus de milieux modestes, ils étaient les portes-paroles légitimes de ce peuple en lutte dont ils ont les mieux personnifié les aspirations et les espoirs. Ils étaient en harmonie avec les réelles attentes de leurs concitoyens. Ils étaient des progressistes sincères et dévoués, des hommes ouverts aux idées du progrès. Ils voulaient changer le destin de leur pays miné par la corruption et les comportements prédateurs de ses dirigeants. Ils avaient en commun un engagement militant fort dans les moments les plus difficiles, la foi dans le changement et dans l'avenir. Ils incarnaient une certaine rectitude intellectuelle et morale. Ils étaient des opposants irréductibles au régime de Hassan II.

Ils se savaient menacés par ce régime despotique, sans partage, avec des structures archaïques. Un système qui ne supportait, au mieux, qu'une opposition officielle, inféodée. Leurs assassinats ont affaibli la lutte pour la démocratie et les droits humains au Maroc. Leur absence pèse encore cruellement sur les choix et les orientations de l'opposition marocaine en général, et sur ceux de leur parti, en particulier. Leurs voix auraient été bien précieuses dans les moments difficiles. Aujourd'hui, la gauche a encore besoin de ces voix qui rappellent les convictions et les valeurs, qui proposent des idées nouvelles et une alternative crédible.

Il est difficile, voire impossible de résumer en quelques phrases ce que furent leurs idées, leurs parcours politiques, leurs apports et leur héritage. Mais s'il y a une seule chose que nous devons retenir de ce qu'ils ont tenté d'amener en politique, c'est que le souvenir et la fidélité aux martyrs, à la volonté du peuple, ainsi que l'espoir et l'optimisme, devraient être au cœur de l'engagement. Leurs objectifs sont toujours d'une indéniable actualité : un Etat de droit garantissant l'équilibre et la séparation des pouvoirs, une justice indépendante, un développement économique et social équitable, le respect des droits humains.

Omar Benjelloun attachait une importance essentielle à la bataille politique. Il était partisan d'un socialisme de progrès. Il liait la théorie à la pratique. Il savait tirer les leçons des expériences, des succès ou des échecs. Esprit ouvert, curieux, à la pensée aiguë, parfois radicale, il s'intéressait à tout. Avec lui toutes les conversations avaient tendance à se centrer sur l'histoire, l'économie, l'actualité politique nationale et internationale, ainsi que sur les grands débats idéologiques de son époque. Ses prises de position ont exploré profondément les préoccupations essentielles de ses compatriotes. Il pouvait être d'une grande fermeté tant pour ses adversaires que pour ses compagnons de combat. Il ne tolérait pas l'amateurisme. Il avait une carrure de dirigeant clairvoyant, appréhendant l'avenir avec quelques encablures d'avance. Dans ses écrits, il esquissait les contours de sa pensée politique et exposait sa position sur les grands débats idéologiques de son époque.

Son éloquence et sa rigueur rhétorique hors pair, sa véhémence d'analyse et de propos, en faisaient un adversaire redouté dans tout débat politique. Critique déterminé du pouvoir, il faisait de sa plume une arme du combat pour la démocratie et les droits de l'homme.

Les chroniques d'Omar qui paraissaient dans la presse de son parti, « Al Ittihad Al Ichtiraki » et « Libération », en particulier « Bissaraha » - En toute vérité -, participaient à la prise de conscience des Marocains dans la lutte pour une société délivrée de l'oppression et du despotisme. Ses analyses politiques qui étaient d'une finesse et d'une impertinence indiscutables, dérangent. Elles trouvaient des succès indéniables auprès des lecteurs. Leur auteur qui jouissait d'une notoriété certaine, était une cible pour l'appareil répressif du régime. Il suscitait la méfiance et l'hostilité du régime à cause de sa popularité, de son courage et de sa persévérance.

Omar Benjelloun a subi pendant de longues années des menaces, des arrestations, des actes de tortures abominables et des condamnations arbitraires. Harcelé, torturé, emprisonné, condamné, son histoire est celle des militants les plus radicaux de son parti, une histoire à laquelle peut s'identifier la génération de la gauche militante des années de plomb, tous ceux qui ont eu le courage de se dresser face à l'injustice, au supplice et à l'avalissement. Il a échappé de justesse à une tentative d'assassinat par colis piégé. Mais, jusqu'à son ignoble et lâche assassinat, ni les harcèlements policiers, ni la torture ni la prison, ni les multiples tentatives d'assassinat n'ont jamais entamé sa détermination et sa foi dans la légitimité de son combat.

Depuis le début des années quatre vingt dix, des avancées ont été réalisées au Maroc grâce à la conjonction des luttes du peuple, de la pression internationale et du changement à la tête de l'Etat. Il serait contraire à la vérité de le nier. Cependant, cette lente amélioration de la situation reste insuffisante. La transition attendue n'en finit pas de finir et des progrès durement arrachés sont constamment remis en cause, compromettant toute évolution démocratique réelle du pays.

Le respect des libertés et de la dignité humaine, l'Etat de droit, la justice sociale sont depuis longtemps au cœur des revendications du peuple marocain. Aujourd'hui la contestation est exprimée par une frange importante de la jeunesse. Elle réclame non seulement des réformes économiques et sociales, mais aussi de véritables réformes politiques et institutionnelles qui font encore défaut.

La question des institutions est posée par le Mouvement National dès les premières années de l'indépendance du Maroc. Une Assemblée Nationale Consultative, présidée par Mehdi Ben Barka d'octobre 1956 à novembre 1959, devait constituer un prélude à l'élection d'une Assemblée Constituante. Dans la préface d'un livre de Mohamed Lahbabi, Ben Barka écrivait : « ... Nos appels à la démocratie ne sont pas comme certains le pensaient ou le pensent encore certains, de simples emprunts extérieurs énoncés par des intellectuels sans prise sur la réalité, à des fins démagogiques. Au contraire, ils sont l'expression de notre vocation nationale profonde, que les cinquante années de mystification et d'obscurantisme du Protectorat et des intrigues coloniales avant Protectorat n'ont pas réussi à faire oublier. »⁵.

L'aile progressiste du Parti de l'Istiqlal qui formera par la suite l'Union Nationale des Forces Populaires, UNFP, militait pour une monarchie constitutionnelle. Plus tôt encore, durant les années 30 et 40 déjà, la revendication d'une constituante était prédominante dans le discours politique, en particulier chez Mohamed Ben El Hassan El Ouazzani.

L'élection d'une assemblée constituante élue au suffrage universel direct qui aurait pour charge de rédiger un projet de constitution devant ensuite être approuvé par référendum, était une revendication essentielle pour un véritable partage des pouvoirs et la démocratisation du pays. Cette exigence fut longtemps un préalable à tout rapprochement avec le pouvoir, une constante de la gauche marocaine jusqu'en 1998. Mais la nomination d'Abderrahman Youssoufi au poste de Premier Ministre et ce qui est communément appelé « l'alternance consensuelle » ont scellé l'acceptation par l'opposition des institutions constitutionnelles conçues par et pour la monarchie gouvernante et dont l'objectif majeur est d'assurer la double transition successorale et politique.

La réforme de la constitution marocaine adoptée en 2011 au lendemain des soulèvements des peuples arabes qui traduisent l'aspiration à la dignité et à la démocratie, une volonté longtemps étouffée par la répression criminelle des citoyens, n'a rien changé tant dans l'esprit que dans la pratique du pouvoir. Le processus encensé par une communication intense, destinée surtout à l'étranger, cache mal la réalité de la « démocratie » marocaine. La monarchie demeure l'acteur central du système politique. La classe politique est soumise, l'appareil judiciaire discrédité, la presse verrouillée. La misère, les inégalités sociales, le chômage massif des jeunes, la corruption endémique, continuent toujours de gangrener la société marocaine.

Omar Benjelloun ne fonctionnait pas avec des plans de carrière. Sa vision était différente de celle de la majorité des dirigeants de son parti. Il n'oubliait jamais que le pouvoir est un outil, et non une fin, un moyen pour construire un monde meilleur. Abhorrant toute idée de compromission contraire à son éthique, mais profondément lucide, il ne refusait pas pour autant, le dialogue et la main tendue. Il comprenait la réalité de son parti dont il avait un souci constant de l'unité. Il était ouvert au compromis entre le souhaitable et le possible, pour favoriser les chances des changements nécessaires. Il savait que, pour bâtir des ponts, son parti devait faire son bout de chemin. Il militait pour l'émergence d'un mouvement de gauche authentique qui ne renie pas ses valeurs. Une gauche qui refuse les arrangements de coulisse, en mesure de créer les conditions d'une véritable alternance politique au Maroc, sans ambiguïté, ni reniement ou abdication. Il savait que la lutte serait longue et que les compromis sont porteurs de contradictions.

Conscient de la nécessité d'une clarification idéologique, l'adoption d'une ligne politique lisible de son parti et le choix affirmé de la voie démocratique de changement, Omar Benjelloun s'est prononcé en faveur du congrès extraordinaire de l'UNFP de janvier 1975 qui consacra la création de l'USFP. Il a assumé un rôle prépondérant dans les préparatifs, les orientations et les décisions prises.

Omar a rédigé et présenté avec feu Mohamed Abed Al Jabri, le rapport idéologique, espérant ainsi contribuer à unir toutes les fractions du parti, moderniser son organisation, rénover et consolider ses structures, nuancer son programme en lui donnant un ton plus pragmatique. Sa disparition violente et soudaine ne lui a pas laissé le temps de réussir.

Au moment où le discours politique dominant privilégie les intérêts particuliers, attire opportunistes, affairistes et corrompus, favorise clientélismes et réseaux, où des politiciens sur le retour, transformés en courtisans par l'appât du gain ou par des honneurs ultimes, servent de relais au Makhzen, il faut rappeler qu'Omar parlait d'engagements, de refus des compromissions, de résistances, de bien commun, de justice sociale, d'entraide, de solidarité, d'équité, d'égalité entre les citoyens, de démocratie, de droits humains. Il avait horreur des intrigants, de ceux qui ne se privent pas de manipuler la vérité à des fins personnelles. Jamais il n'a reculé sur ses principes.

La mort prématurée d'Omar Benjelloun est une perte immense, un nouveau coup dur porté aux forces de progrès au Maroc. Mais, sa disparition n'a pas entamé son héritage.

Omar a contribué au cours de l'histoire de son époque. Il fait partie de la conscience sociale marocaine. Son prestige, son influence, ses enseignements, son sacrifice, son exemple, marqueront à jamais la mémoire du peuple marocain. Plus de quarante ans plus tard, ses idées et ses combats demeurent plus actuels que jamais. Sa pensée et son combat continuent d'inspirer une grande partie des jeunes générations, insensibles aux sirènes des renoncements et des compromissions. Les causes qu'il a ardemment défendues, et les solutions qu'il préconisait sont toujours d'une brûlante actualité.

Omar Benjelloun est mort à 39 ans, sans avoir eu le temps de voir se concrétiser la modernisation de la société marocaine, l'instauration de la justice sociale et l'élargissement de la participation populaire à la vie économique et politique - l'avènement d'un Maroc démocratique -. Mais la mort physique est impuissante à tuer l'élan vers la liberté et la justice, vers la vie pour laquelle Omar s'est sacrifié.

Mustapha Majdi

1 – Ignace Dalle, *Les trois rois* – Fayard 2004, p. 698

2 – Ignace Dalle, *Hassan II, entre la tradition et l'absolutisme* - Fayard 2011

3 – Témoignage de Ahmed Taoufik-Idrissi, avocat au barreau de Casablanca, membre de l'UNFP et ancien prisonnier politique

4 – La tricontinentale, aussi appelée Conférence de Solidarité avec les Peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, elle eut lieu du 3 au 15 janvier 1966 à la Havane, à Cuba, après l'enlèvement et la disparition de Mehdi Ben Barka, l'un de ses initiateur et la cheville ouvrière de son organisation

5 – Mehdi Ben Barka, préface de l'ouvrage de Mohamed Lahbabi, *Le gouvernement marocain à l'aube du XX^{ème} siècle* – Editions Techniques Nord-Africaines, Rabat 1958

Omar Benjelloun, une vie, un destin

« Sans une pensée et une stratégie cohérentes, l'action n'est qu'agitation, et sans action responsable, la pensée n'est au mieux qu'un jeu intellectuel. »

Omar Benjelloun

Omar Benjelloun est né en 1936 dans une famille modeste à Berguent (Berguem ou Aïn Beni M'tar), un village marocain non loin d'Oujda, où son grand père s'était installé dans les années 20. Il a grandi dans un pays colonisé où il a été témoin des humiliations quotidiennes et exactions de toutes sortes à l'encontre de ses concitoyens par le colonisateur français. Ces humiliations et les conditions de vie misérables de la majorité de la population, notamment des paysans, ont été un facteur majeur dans sa prise de conscience. Fils d'ouvrier, il sera sa vie durant, profondément influencé par son milieu et concevra de cette période une profonde aversion pour toute forme d'injustice. Plus tard, ses études révéleront ses dispositions essentielles pour l'engagement politique.

Troisième garçon d'une fratrie de cinq enfants dont feu Ahmed Benjelloun, ancien détenu politique et ancien secrétaire général du Parti de l'Avant garde Démocratique et Socialiste, PADS, Omar débute sa scolarité à l'école de son village, un établissement mixte où se côtoient des Algériens, des Français et des Marocains, musulmans, juifs ou chrétiens, garçons et filles, sans négliger l'apprentissage du Coran au « M'sid », école coranique, comme il était de coutume. Militant précoce, il mène sa première « révolte » en appelant ses camarades de l'école à s'abstenir de chanter la Marseillaise au centre du village comme l'exigeait la règle. Les élèves musulmans de l'établissement seront privés de cantine pendant une semaine.

Il poursuit ses études au lycée d'Oujda où il a comme camarade de classe Abdelaziz Bouteflika, futur président de la république algérienne. En 1954, il obtient brillamment un baccalauréat en sciences - il est major de sa promotion -. C'est à Paris, qu'il entreprend des études d'ingénieur à l'Ecole Supérieure des Télécommunications et mène parallèlement des études de droit à la Sorbonne. Ce séjour dans la métropole française contribue à renforcer sa prise de conscience politique puis son engagement nationaliste.

Il milite ainsi au sein de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc, UNEM, véritable pépinière de politiciens marocains, et à l'Association des Etudiants Musulmans d'Afrique du Nord en France, AEMNA, où les futurs cadres politiques algériens, marocains et tunisiens fourbissent leurs armes, ensemble pour quelque temps. Ils sont influencés par les luttes d'émancipation des peuples sous domination et par les idées progressistes et révolutionnaires, comme l'arabisme, le panafricanisme ou le marxisme. Ces organisations d'étudiants dont il a été l'un des dirigeants actifs auront une influence déterminante sur ses engagements ultérieurs et son attitude face à la société.

Au lendemain de l'indépendance du Maroc en 1956, Omar Benjelloun est parmi les jeunes étudiants marocains, cultivés, compétents, enthousiastes qui forment une élite intellectuelle mobilisant et constituant l'espoir d'un Maroc nouveau. Ils ont acquis, pour l'essentiel, les mêmes références historiques et adopté des conceptions philosophiques et politiques très proches. A même de comprendre la société marocaine post – coloniale, d'en analyser le retard et de contribuer à la conduite des changements nécessaires, ils ont estimé légitime de s'engager pour aider leur pays à entrer dans la modernité. Ils effectuent pour leur majorité des choix politiques des mêmes tendances. Militantisme de terrain, engagement politique et travail intellectuel, ils constituent l'avant-garde de la gauche marocaine initiée par Mehdi Ben Barka et ses compagnons.

Ses études terminées, il est nommé en 1960 à son retour au Maroc, sous-directeur régional des PTT à Casablanca, puis directeur à Rabat. Il déploie alors avec dynamisme ses compétences professionnelles dans l'animation de cette mission, tout en assumant une importante activité syndicale dans l'Union Marocaine du Travail, UMT, notamment dans la Fédération des Postiers. Il a alors une vision de l'action syndicale ancrée dans la modernité. Il plaide pour la politisation du mouvement ouvrier par l'engagement dans la vie sociale, l'évolution de l'esprit de responsabilité et une plus grande participation à la vie du pays. Il entreprend alors de démocratiser le fonctionnement du syndicat, ce qui lui vaudra de subir de violentes représailles de la part des dirigeants de l'UMT, adeptes de l'immobilisme.

En 1961, il est enlevé par des milices à la solde de l'appareil syndical. Il est séquestré, torturé et menacé explicitement de mort en représailles de l'annonce par la Fédération des Postiers de maintenir la décision d'une grève que n'approuvait pas la direction de l'UMT. Il adresse une lettre empreinte d'une grande dignité à Mahjoub Ben Seddik, secrétaire général de l'UMT, pour relater ce qu'il a subi dans les caves du syndicat.

L'enlèvement, la séquestration et les sévices subis par Omar se déroulent dans un climat de conflit larvé qui oppose l'aile politique de l'UNFP et l'aile syndicale inféodée à l'UMT.

En août 1964, il écrit dans un éditorial de « La Voix du postier », organe de la Fédération nationale du personnel des PTT, qu'il dirige : *« Depuis maintenant près de six années, l'activité syndicale se dégrade dans notre pays de jour en jour, à tel point que l'on peut dire aujourd'hui que les masses sont presque complètement démobilisées. Que reste-t-il de l'enthousiasme de 1956 à 1959 ? Rien ou presque.*

La raison de cette décadence, il faut malheureusement la trouver dans l'inconscience de nos jeunes responsables syndicaux à qui revient, depuis sa création, la direction de notre grande centrale UMT. »

Omar Benjelloun quittera ses fonctions pour se consacrer au journalisme et au barreau en tant qu'avocat. Il militera pour l'émergence d'un nouveau syndicat de gauche. Dès 1966, sous son impulsion, est créée le Syndicat national de l'enseignement, SNE. La Confédération Démocratique du Travail, CDT, le syndicat dont il est le véritable initiateur, est créée en 1978, soit trois années après son odieux assassinat.

En 1963, il est opposé à la participation aux élections, défendue par la direction de l'UNFP. Mais, respectant le vote favorable du comité central, il est chargé par Mehdi Ben Barka de superviser la campagne dans sa région de l'orientale à Oujda. La même année, lors d'une réunion de son Comité Central qui discutait de l'organisation des élections qui connaîtront le plébiscite de Mehdi Ben Barka dans le quartier populaire de Yacoub El Mansour à Rabat, l'UNFP subit une vague d'arrestations parmi ses militants. En quelques jours plus de cinq mille dirigeants, cadres et militants du parti sont enlevés, arrêtés. L'UNFP est accusée de complot et d'atteinte à la sécurité de l'État.

Omar Benjelloun est enlevé, torturé à Dar El Mokri, puis condamné en 1964, à la peine capitale qui sera commuée en prison à perpétuité avant d'être gracié et remis en liberté en 1965. Il est repris et incarcéré pendant 18 mois, en l'absence de tout chef d'accusation.

En 1967, en soutien à la cause palestinienne, il fonde la revue « Palestine » avec feu El Assafi, un cadre de l'UNFP, ancien résistant. Il est arrêté de nouveau en 1968 pour le motif d'incitation à la grève des étudiants, jugé et condamné à 6 mois de prison ferme.

En 1972, lors de la reprise du dialogue entre Hassan II et l'opposition, un seul homme refuse de « rentrer dans ce jeu cynique du monarque : c'est Omar Benjelloun. Il demande ainsi à ses amis de l'UNFP d'exiger qu'un greffier assiste aux rencontres entre Hassan II et la Koutla¹ afin que chacun puisse clairement constater que les promesses faites par le roi ne sont pas tenues, ou qu'il ne cesse de dire tout et son contraire.² »

Le 13 janvier 1973, Omar est victime d'une tentative d'assassinat. Il reçoit chez lui un colis piégé. Méfiant, il l'ouvre avec précaution avant de le jeter au loin - sa petite fille et sa femme sont à côté de lui. Par miracle le colis n'explose pas.

Au même moment Mohamed El Yazghi, un autre dirigeant de l'UNFP reçoit également un colis piégé. Son explosion lui cause de graves infirmités. Le 19 janvier, avocat de Omar, M^e Abderrahim Berrada dépose une plainte au parquet pour la tentative d'assassinat. Elle n'aura jamais de suite : Omar est assassiné le 18 décembre 1975. D'après les résultats des investigations de l'Instance équité et réconciliation, IER, la DST, les services secrets de l'État marocain seraient impliqués dans ces tentatives d'assassinat d'opposants socialistes.

Détenu en mars 1973, Omar est jugé au procès de Kénitra après avoir subi des tortures. Le 25 juin s'ouvre en effet, devant le Tribunal militaire le procès de 157 inculpés ayant à répondre du crime d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Le verdict : 16 peines capitales dont 15 seront exécutés sur 25 requises, 15 condamnations à perpétuité sur 30 requises. Omar est acquitté et enlevé à nouveau, de la prison même. Il est inculpé pour tentative d'évasion et accusé de tentative de séquestration du prince héritier. Mis en liberté provisoire en août 1974, il est assassiné le 18 décembre 1975.

Omar Benjelloun était un homme de cœur et de conviction, un acteur marquant qui plaçait l'intérêt général au premier plan de sa vision de la politique. Il a incontestablement marqué l'histoire de la gauche de son pays dont il était un théoricien éminent, comme il a marqué l'histoire de son parti dont il était un leader des plus engagés et des plus influents.

Jusqu'à la fin tragique de sa vie, il n'a renié ni ses convictions, ni son engagement. Il a dénoncé avec véhémence ce régime brutal et corrompu. Il n'a jamais renoncé à la lutte pour les causes qui ont guidé son existence, une lutte dans laquelle il n'a pas ménagé ses forces. Il a supporté les privations et les souffrances. L'espoir et l'optimisme ont caractérisé son parcours politique.

La mémoire vivace d'Omar Benjelloun et son action militante continue s'inscrivent dans la lignée de tous ceux qui ont eu à cœur d'émanciper le Maroc et de le sortir de la double ornière, celle du colonialisme et celle du sous-développement. Il laisse un immense vide dans un paysage politique plus que jamais pauvre. Son énergie, sa vision et sa passion pour la justice sont exactement ce dont le pays a besoin aujourd'hui. Il avait une vision, un projet.

Mustapha Majdi

1 - Coalition entre le parti de l'Istiqlal et l'Union Nationale des Forces Populaire, annoncée le 22 juillet 1970 pour s'opposer à la révision constitutionnelle

2 – Ignace Dalle, Ignace Dalle, *Les trois rois* – Fayard 2004, p.

L'affaire Omar Benjelloun

« La terreur ne nous terrorise pas, l'assassinat ne nous extermine pas, et la caravane de la libération continue sa route avec détermination ».

Omar Benjelloun

Le 18 décembre 1975, Omar Benjelloun est assassiné devant son domicile à Casablanca, rue Camille Desmoulins - aujourd'hui boulevard Al Massira Al Khadra, « la marche verte » -. Ses assassins ont pu commettre leur crime au grand jour. Le périmètre de sa maison avait été préalablement sécurisé et juste après, la circulation rétablie.

L'hebdomadaire marocain « Tel Quel » dans son édition du 19 Juillet 2012, relate en ces termes ce crime, 37 ans après son exécution : *« Un homme, la quarantaine, quitte sa petite villa et se dirige vers sa voiture, une R16 blanche. Deux inconnus l'attendent et l'abordent sans crier gare. Comme pour demander un renseignement. Ou... »*

Des propos sont échangés entre les trois hommes, non loin d'un policier qui régule tranquillement la circulation. Les deux assaillants, qui ont bien planifié leur coup, sortent en une fraction de seconde un arsenal d'armes artisanales : un couteau, un tournevis, une manivelle, etc. Une pluie de frappes d'une rare violence s'abat sur leur interlocuteur. Il prend un premier coup à la poitrine, un deuxième au dos et un troisième à la tête, qui lui sera fatal. Il est à terre, inerte et git dans une mare de sang. Mort.

La victime s'appelle Omar Benjelloun. »

L'un des deux agresseurs directs, Mostafa Khezzar est arrêté sur place par des passants. Ahmed Saâd, son complice, est appréhendé deux jours plus tard. Ils sont jugés et condamnés. Ils sont libérés par une grâce royale en 2004, après avoir passé près de trente ans derrière les barreaux. A leur sortie de prison, ils ont eu le cynisme de demander à être indemnisés au même titre que les victimes de violations des droits humains des années de plomb. L'Instance Equité et Réconciliation, IER, a évidemment, refusé cette demande.

Le troisième, Abdelaziz Nouamani, principal accusé impliqué dans l'assassinat de Omar Benjelloun, aurait trouvé refuge chez Abdelkrim El Khatib, dans sa ferme située entre Casablanca et El Jadida¹. Il disparaîtra dans la nature par la suite.

Le D^r El Khatib est un homme politique marocain proche du palais, ancien ministre et secrétaire général jusqu'en 2004 du Parti de la Justice et du Développement, PJD, le parti islamiste, aujourd'hui au pouvoir.

Mostafa Khezzar, Ahmed Saâd et Abdelaziz Nouamani étaient tous les trois, membres actifs de la Chabiba Islamiya. Abdelkrim Moutii, en était fondateur et le guide spirituel. Juste après l'assassinat d'Omar Benjelloun, il *« réussit à quitter le pays et à fuir dans des conditions mystérieuses qui alimentent jusqu'à maintenant les thèses d'une éventuelle complicité de l'Etat et de ses services². »*

Ni les arrestations, ni l'enquête et moins encore le jugement n'ont abouti à faire véritablement la lumière sur les ressorts de cet assassinat politique. Cet acte criminel, survenu il y a 40 ans, n'est toujours pas totalement élucidé. De nombreuses questions sur les conditions de cet assassinat et sur l'identité des vrais commanditaires demeurent sans réponse. **Qui a décidé et organisé ce crime ?**

Pour ceux qui ont vécu cet épisode dramatique de l'histoire post indépendance du Maroc, le souvenir d'une émotion forte demeure vivace, ainsi qu'un immense désarroi, à la mesure de la personnalité du leader de l'USFP dont le parcours et l'action inspirent respect et admiration. Omar Benjelloun était le principal opposant à l'ordre établi, après l'enlèvement et la disparition de Ben Barka. Il était connu pour sa forte personnalité, son intelligence politique, ses positions affirmées. Il ne pouvait accepter ni l'arbitraire, ni l'injustice. Il n'était pas de ceux qui se réfugiaient dans le silence et la lâcheté. Il dénonçait avec véhémence la nature antidémocratique et antisociale de la classe dirigeante du pays.

Son option pour la voie démocratique de changement politique, son influence idéologique et sa proximité avec la jeunesse de son parti faisaient de lui un adversaire et une cible désignée. Il heurtait trop d'intérêts, trop d'ambitions. C'est pourquoi sa personne elle-même était devenue si gênante. Pour Abderrahim Berrada, avocat, défenseur des droits humains, la mort d'Omar Benjelloun a constitué « *un tournant dans l'histoire de la gauche marocaine, et donc dans l'histoire du Maroc (...). Il est certain que le parti n'aurait jamais connu les dérives qui ont été les siennes si Omar était resté en vie*³. »

Omar Benjelloun était conscient des dangers qu'il encourait. « *Notre tour viendra et ce ne sera pas par voie judiciaire* », aurait-il confié à des proches, au lendemain de l'exécution des condamnés, suite aux tragiques événements de Moulay Bouazza en 1973. Son assassinat a lieu quelques semaines après la Marche verte organisée le 6 novembre 1975 et dont le but est de récupérer le Sahara colonisé par les Espagnols. Il est allé à La Haye suivre les séances de traitement du dossier du Sahara marocain devant la Cour internationale de justice. Ses correspondances de La Haye publiées par le quotidien "Al Moharir", témoignent de son attachement à l'unité nationale.

Ignace Dalle constate que : « *L'année 1975 est exemplaire de cette attitude contrastée des plus hautes autorités marocaines de l'époque vis-à-vis de l'opposition : on associe cette dernière à l'extraordinaire « Marche verte », et à peine celle-ci terminée, le pouvoir fait assassiner Omar Benjelloun, militant courageux, extrêmement populaire et surtout sourd aux sirènes du régime.* »

Lors d'un colloque dédié à la mémoire de Mehdi Ben Barka et de Omar Benjelloun, organisé le 6 avril 2013 par l'Institut Mehdi Ben Barka – Mémoire Vivante et l'Association des Marocains en France sur : « *Les violences politiques au Maroc – pour la vérité et la justice, contre l'impunité et l'oubli* », Omar Mahmoud Benjelloun, avocat au Barreau de Rabat et neveu de Omar Benjelloun, déclare : « *Nous savons qu'il y a un dossier qui serait d'une façon bien hypocrite et superficiel clos de par la détermination de protéger les exécutants de ce crime, ce qui prouve que le régime est politiquement, moralement et matériellement impliqué dans l'élimination d'Omar Benjelloun. La question qui se pose aujourd'hui - pourquoi n'a-t-on pas demandé l'extradition de l'acteur principal de cet assassinat, le cheikh Moutii, comme ce fut le cas*

de Pinochet ? Pourquoi le Maroc n'a pas fait valoir les mécanismes de commissions rogatoires, pour le faire témoigner dans un cadre officiel devant la justice marocaine, des différentes ramifications avec le palais, des rôles des deux acteurs principaux : le docteur El khatib, fondateur du parti Justice et Développement, actuellement au pouvoir qui aurait hébergé un des exécutants dans une maison de campagne à El Jadida au Sud de Casablanca et le général Moulay El Hafid, cousin germain du roi Hassan II, chargé du protocole et de diverses tâches non officielles.

Peut-être s'agit-il de favoriser les mécanismes de prescription même si c'est un crime politique et nous savons que les crimes politiques ne sont pas prescrits »

« ... La volonté politique est à interpeller. Nous pouvons participer au rétablissement de la vérité par le fait, simplement, en ramenant cheikh Moutii au Maroc pour qu'il puisse témoigner afin de rétablir la vérité et éventuellement déterminer les différentes responsabilités, de ce type de manipulation, de travestissement de pièces à conviction, de couverture administrative des tortionnaires, des exécutants. »

« ... Peut-être n'est-il pas impliqué, peut-être qu'il n'a pas donné d'instructions comme lui le plaide ? Qu'il vienne le dire chez lui, au Maroc. »

1 – Al Hayat El Yaoumia, n° 143 daté du 8 au 15 octobre 1999

2 – Zamane du 03/12/2012

3 – Ignace dalle - Ignace Dalle, *Les trois rois* – Fayard 2004, p ;

Quelques dates

- 1936** Naissance d'Omar Benjelloun à Berguent ;
- 1958**
24 décembre Formation du gouvernement d'Abdellah Ibrahim, Abderrahim Bouabid est vice-président du Conseil et ministre de l'Economie et des Finances
- 1959**
11 janvier Scission au sein de l'Istiqlal ;
Mai Dissolution de l'Assemblée Nationale Consultative ;
21 mai Le gouvernement Abdallah Ibrahim est forcé de démissionner ;
6 septembre 1^{er} congrès de l'Union nationale des forces populaires, UNFP;
- 1960** Omar obtient un diplôme d'ingénieur de l'Ecole supérieure des télécommunications, Paris, il est major de sa promotion et un DES en droit de la Sorbonne ;
Retour au Maroc, il occupe le poste de Directeur régional des PTT à Rabat ;
Janvier Ben Barka quitte le Maroc, 1^{er} exil ;
29 mai Elections municipales et communales.
- 1961**
Janvier Conférence africaine de Casablanca ;
26 février Décès de Mohammed V ;
3 mars Hassan II accède au trône
- 1962**
15 mai Ben Barka rentre au Maroc ;
25 au 27 mai 2^{ème} congrès de l'UNFP ;
L'UNFP décide de boycotter le référendum constitutionnel.
- 1963**
Janvier 3^{ème} congrès de l'UMT, conflit avec la fédération des PTT dirigé par Omar qui dénonce le caractère antidémocratique du congrès et son orientation sectaire ;
Lettre à Mahjoub Ben seddik, suite à son enlèvement, sa séquestration et la torture par la milice à la solde de la direction de l'UMT ;
17 mai Elections législatives, les dirigeants de l'UNFP dont Mehdi Ben Barka et Aberrahim Bouabid sont élus ;
15 juin Ben Barka quitte le Maroc, 2^{ème} exil ;
16 juin Début des arrestations des militants de l'UNFP ;
Omar est enlevé et torturé à Dar Mokri, à Rabat ;
Octobre Guerre des sables entre le Maroc et l'Algérie ;
9 novembre Ben Barka est condamné à mort par contumace.

1964

14 mars Condamnation d'Omar à la peine capitale, commuée en prison à perpétuité ;

1965

23 Mars Soulèvement populaire à Casablanca

29 Remise en liberté d'Omar;

29 octobre Enlèvement et disparition de Mehdi Ben Barka à Paris ;

1966

Mars Omar est arrêté de nouveau et emprisonné pendant 18 mois ;

1967

Omar fonde la revue Palestine avec El Assafi, ancien résistant et cadre de l'UNFP ;

1968

Nouvelle arrestation pour incitation à la grève des étudiants, condamnation à 6 mois de prison ferme ;

1969

Mars Grèves dans les lycées ;

Fermeture de l'Institut de sociologie, remplacé d'abord par l'Institut des sciences sociales, avant d'être remplacé par la théologie ;

1970

22 juillet Création du Bloc national (Kutla wataniya) ;

La Koutla appelle à voter « non » au référendum ;

1971

14 juin Procès de Marrakech ;

10 juillet Tentative de coup d'Etat au palais de Skhrirat, (près de 100 morts).

Ses instigateurs, dont les généraux Ababou et Medbouh, sont exécutés.

1972

Omar prend la direction d'Al Moharrir, journal du parti ;

Février Annonce d'une révision constitutionnelle ;

La Kutla décide le boycott du référendum ;

Mars Adoption de la troisième Constitution Marocaine en mars, dont une partie sera suspendue en avril (report des élections législatives) ;

30 juillet Rupture de la Commission administrative de l'UNFP avec l'aile syndicaliste
L'UNFP demande l'élection au suffrage universel d'une assemblée nationale constituante ;

Fin de la Koutla ;

16 août Deuxième tentative de coup d'Etat militaire menée par le général Oufkir ;

Novembre Interdiction de l'UNEM, principal syndicat étudiant ;

1973

- 13 janvier Tentative d'assassinat d'Omar par un colis piégé ;
- Avril Restriction du code des libertés publiques ;
Omar est arrêté suite aux événements de Moulay Bouazza, étranger aux faits, mais toujours considéré comme l'homme à abattre. Il sera torturé
Procès des militants de l'UNFP pour atteinte à la sécurité de l'Etat devant le Tribunal militaire de Kénitra;
- 1^{er} novembre Exécution des militants de l'UNFP : Omar Dahkoun, Abdellah Ben Mohamed, Aït Lahcen, Barou M'Barek, Bouchakouk Mohamed, Hassan El Idrissi, Moha Naït Berri, Taghjite Lahcen ;

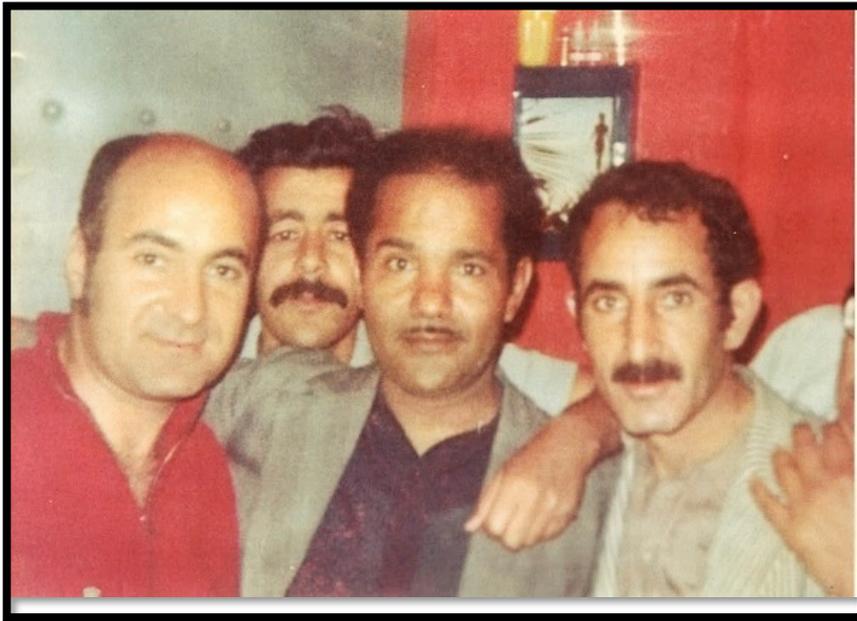
1974

Demande de l'avis de la Cour internationale de justice de la Haye sur « l'affaire du Sahara ». Omar suit les séances sur le traitement du dossier et envoie ses correspondances aux journaux de son Parti ;

1975

- Janvier Congrès extraordinaire et Création de l'USFP ;
Omar, principal animateur, en rédige avec Mohamed Abed El Jabri le rapport idéologique ;
- 3 mars Report des élections ;
- 18 décembre Assassinat d'Omar à Casablanca par des membres de la Chabiba islamiya, jeunesse islamiste ;
- 21 décembre 3 jours après son assassinat, création de la Jeunesse Ittihadia.





ECRITS

Omar Benjelloun était un homme d'action et de réflexion. Ses écrits qui paraissaient dans les journaux de son parti, ses conférences, ses discours, ses interventions ou contributions diverses, attestent d'une pensée aigüe. Omar abordait les questions fondamentales : sociales, syndicales, politiques ou idéologiques, tant à l'échelle nationale, maghrébine, arabe ou internationale. Il est l'auteur des textes qui ont marqué les mémoires.

Son engagement permanent, depuis sa prime jeunesse, son activité intense (sans oublier la répression féroce qu'il a subie : enlèvements, arrestations, emprisonnements...) ne lui ont pas laissé le temps de rassembler et de publier ses écrits. Ce travail reste à réaliser pour faire connaître particulièrement aux jeunes générations, les idées et les combats de l'homme et le militant exemplaire qui consacra son intelligence et son énergie pour la dignité de l'homme, pour faire connaître les causes qu'il défendait et les solutions qu'il préconisait.

Nous avons choisi de reproduire trois de ses écrits datés de périodes différentes, abordant des problématiques distinctes, ainsi que sa dernière interview parue dans le journal français « Libération » quelques jours seulement avant son assassinat le 18 décembre 1975. Pour une meilleure lecture de ses textes, il nous a paru utile de les situer dans le contexte historique de leur production pour en saisir la portée.

I – La lettre d'Omar Benjelloun à Mahjoub Benseddik

Dès le début des années soixante, peu de temps après la création de l'UNFP, deux conceptions de l'action syndicale s'opposent totalement : le « *syndicalisme réformiste* » et le « *syndicalisme révolutionnaire* ». La première orientation est représentée par Mahjoub Ben Seddik, Secrétaire général de l'Union Marocaine du Travail, UMT qu'il a dirigée depuis sa création en 1956 jusqu'à sa mort en septembre 2010. Elle est soutenue par Abdellah Ibrahim, figure importante du mouvement national, signataire du Manifeste de l'indépendance du 11 janvier 1944 et président du Conseil du gouvernement du 24 décembre 1958 au 20 mai 1960. La seconde orientation que prônait Mehdi Ben Barka, avait pour principal animateur Omar Benjelloun à travers la Fédération des Postiers qu'il dirigeait.

Mahjoub Ben Seddik et ses amis justifiaient leurs choix dans le fait que l'UMT était un syndicat « *purement syndicaliste* », un syndicat « *qui ne s'occupe pas de la politique* », « *il s'occupe seulement des revendications économiques et sociales des travailleurs* ». Omar Benjelloun avait une vision plus moderne de l'action syndicale. Pour lui, compte tenu de la période historique (les premières années de l'indépendance du Maroc), si l'action revendicative est la pierre angulaire de l'activité de la l'UMT, la participation active des travailleurs à la vie politique et sociale de la société marocaine est essentielle. Omar plaide pour une réflexion fondamentale sur les adaptations que l'UMT doit opérer. C'est justement cette position et son influence importante dans la Fédération des Postiers qui sont la cause des représailles de la direction de l'UMT.

Dans sa lettre Omar Benjelloun détaille les circonstances de son enlèvement, sa séquestration et les sévices qu'il a subies.

II - Comportements de nos cadres devant le problème palestinien

La revue « Souffles » a consacré un numéro spécial du 3^{ème} trimestre 1969 à la révolution palestinienne, voulu « *contribution de la part des intellectuels et créateurs maghrébins à la clarification du problème palestinien, au soutien de la lutte de libération nationale du peuple palestinien (et ceci par tous les moyens et formes d'expression) mais surtout prise en charge responsable et collective de la cause palestinienne* ».

A l'instar d'autres intellectuels, créateurs et militants marocains ou maghrébins comme Abdelaziz Belal, Abraham Serfaty ou Mostafa Lacheraf ..., Omar Benjelloun, fidèle à son soutien sans faille à la cause palestinienne a apporté sa contribution. Nous la reproduisons dans sa totalité.

Ce document est publié deux ans après la guerre de 1967. Le monde arabe est humilié par la défaite écrasante infligée par l'armée israélienne à ses voisins et l'annexion des territoires entiers à l'Etat hébreu. Les aspirations à l'unité politique de la Nation arabe incarnées par le Président Gamal Abdel Nasser sont anéanties en six jours de guerre. Cette désillusion n'épargne pas le Maroc. La gauche marocaine est ébranlée par cette défaite, rendant nécessaire le besoin d'un nouveau discours vis à vis de la crise du monde arabe, celle des intellectuels arabes en premier lieu, ainsi que sur le mode de pensée politique arabe...

III – Présentation du projet de rapport idéologique

Après l'insurrection armée du 3 mars 1973, connue sous « l'affaire de Moulay Bouazza », la crise chronique de l'UNFP qui était patente, est apparue au grand jour. Déjà, au lendemain de la constitution du parti en 1959, deux visions idéologiques étaient en opposition. La première qui trouvait son expression dans le rapport idéologique approuvé par le 2^{ème} congrès du parti en 1962, rassemblait en particulier, l'aile syndicale. La seconde, « *l'option révolutionnaire* », portée par Mehdi Ben Barka à laquelle adhérait Omar Benjelloun, des éléments issus de l'Armée de Libération Nationale ou de la Résistance, ainsi qu'une avant-garde de jeunes du parti.

Soucieux de l'unité de l'UNFP qu'il voulait absolument préserver, Mehdi n'avait présenté pas son rapport au congrès. « ... *Aussi est-ce pour nous une obligation sacrée que de sauvegarder et d'affermir l'unité au sein de l'UNFP, aussi bien qu'une indéfectible union avec l'ensemble union avec l'ensemble de notre peuple et de la solidarité inconditionnelle avec tous les peuples en lutte pour leur dignité et leurs droits.* » écrivait-il dans la conclusion de son rapport. Véritable testament de Mehdi Ben Barka auquel se réfère encore des militants de gauche, « *l'option révolutionnaire* », ce texte politique rédigé en 1962, sera publié en 1966, après la disparition de Ben Barka.

D'autres facteurs (l'enlèvement et la disparition de Ben Barka le 29 octobre 1969, les contradictions et les dissensions internes, l'ambivalence des relations entre le courant dit « politique » et le courant radical, l'émergence de la question du Sahara et le consensus national qui s'en suivit ...) pourraient expliquer le changement du nom du Parti qui est devenu l'Union Socialiste des Forces Populaires, USFP, et le choix de l'option démocratique de changement, annoncée en 1972 et adoptée lors du congrès extraordinaire de 1975.

Omar Benjelloun a été un acteur important de ce changement et l'un des principaux organisateurs du congrès. Il a rédigé avec Mohamed Abed El Jabri le rapport idéologique qu'il présentera par la suite.

I - Lettre d'Omar Benjelloun à Mahjoub Benseddik,

Camarade Mahjoub,

Pour la deuxième fois, j'ai été « kidnappé », emmené dans une cave et torturé. La première a eu lieu le 20 décembre 1961, à une heure et demie du matin. C'était à l'occasion de la grève générale décidée par notre Fédération Nationale des PTT, grève qui fut un triomphe de l'UMT (comme a titré « l'Avant-Garde ».) Je fus enlevé par une brigade spéciale dépendant du pouvoir féodal. Celui-ci a décidé l'opération lorsqu'il s'est rendu compte que la grève était effective. Il lui fallait un responsable, une tête de serpent, sur lequel devait s'exercer une vengeance irréflective. J'ai eu l'honneur d'être choisi. Je dis bien l'honneur, ma conviction profonde était que la classe ouvrière constitue l'avant-garde naturelle dans la lutte effective et concrète qui doit être engagée contre la féodalité, la bourgeoisie et l'impérialisme.

Cette fois, je ne peux malheureusement parler (tout à fait) d'honneur. C'est au nom de la classe ouvrière que j'ai été, en plein jour devant le Service d'ordre de l'UMT (et la neutralité complice de la police), provoqué par des responsables de l'UMT, frappé à coups de poings et transporté dans une cave. J'y ai subi en l'espace de 12 heures, trois séances de coups dont la sauvagerie dépassait de loin ce que j'ai connu l'année dernière (du fait qu'il ne s'agissait la première fois que d'intimidation.) Geste irréflectif aussi, dont je tiens à te raconter les détails. Je m'adresse à toi, en tant que Secrétaire Général de l'UMT, dont je suis militant, comme je suis militant de l'UNFP, dont tu es l'un des dirigeants qui en ont tracé « l'orientation et la doctrine ».

Tu me permettras de considérer qu'il s'agit d'une nouvelle erreur commise au nom de l'UMT et de la classe ouvrière, et de te rappeler les raisons profondes qui, à mon avis, sont à l'origine de toutes les erreurs. Tout cela pour émettre des « vœux » quant à l'avenir (qui seul m'intéresse.) Tu me permettras de continuer à croire que tu n'as jamais douté de ma volonté de servir la classe ouvrière, avant-garde des masses populaires, dans leur lutte contre l'exploitation féodalo-coloniale.

Tu me permettras aussi d'espérer que tu verras dans cette lettre l'expression de la peine que je ressens d'avoir été présenté et traité comme un ennemi de la classe ouvrière.

Tu me permettras enfin de considérer que le silence dans de telles conditions, serait un service objectif rendu au régime féodal, qui a déjà tiré bénéfice du silence qui a entouré depuis trop longtemps les erreurs accumulées.

Voici donc :

- D'abord le détail des faits ;
- Les raisons profondes qui à mon avis sont à l'origine de ces faits ;
- Enfin certaines conclusions et « vœux » quant à l'avenir.

Le détail des faits

On ne peut isoler ce qui m'est arrivé des incidents qui t'ont opposé (toi ou tes « adjoints ») à la Fédération des PTT. Depuis le 25 novembre, date à laquelle une assemblée générale de 600 adhérents a élu 8 délégués PTT de Rabat au Congrès (dont moi-même), les incidents n'ont pas cessé. Tu as tenu à désigner par personnes interposées comme d'habitude, les délégués au congrès. Après plusieurs tentatives, le Bureau Fédéral et le Bureau Local de Rabat/Salé, t'ont adressé délégations, lettres et télégrammes exprimant leur attachement au principe de l'élection démocratique des délégués au Congrès.

Tous les délégués venus des sections se sont réunis vendredi à partir de 15 h pour décider de la position à prendre devant le silence de la Centrale. Ils ont décidé unanimement de refuser la désignation par la Centrale des délégués, et de rester solidaires de tous les camarades élus, particulièrement en ce qui me concerne (étant donné qu'il leur a été signifié que seule ma présence pose un problème). La dernière délégation désignée a eu une entrevue avec les représentants de la Centrale (dont Abderrazzak, Aouab et Ammour). La délégation s'est vue promettre que même avec un mandat, je ne pourrai entrer au Congrès...

Notre réunion de 22 h qui a eu lieu par la suite a décidé que les postiers aillent ensemble au congrès, évitent de répondre à toute provocation, et attendent qu'on les admette. Nous devons nous rassembler à 8 h. samedi au bureau local PTT de Casablanca.

Une partie des délégués s'étaient rassemblés. J'ai averti les camarades qu'en attendant l'arrivée des autres délégués, j'allais voir avec le camarade Bellemlih, si les délégations commençaient à pénétrer dans la salle de réunion. Il était environ 8 h. 20. J'ai donc arrêté ma voiture, avenue des FAR et suis passé devant la salle des fêtes (sans même monter sur le trottoir). A mon retour vers la voiture, j'ai salué le camarade Amrouk, postier détaché à la Centrale, qui pour toute réponse s'est mis à m'accuser de «comploter», «de faire du bruit»... et a giflé le camarade Bellemlih. Ma seule réaction a été d'entraîner le camarade Bellemlih vers la voiture, quand j'ai reçu plusieurs coups de poings de la part d'un élément qui se trouvait aux côtés d'Ammour (Secrétaire du Syndicat des pétroles, qui se trouve rehaussé maintenant au «Bureau National» de l'UMT). Pendant que j'étais l'objet d'une provocation (spécialité d'Ammour), j'ai continué mon chemin sans répondre quoi que ce soit. Parmi les présents, j'ai reconnu outre Ammour et Amrouk, Aouab (Jeunesse Ouvrière), Médiouni (Secteur Privé) et Bouchaib Riffi (Sécurité Sociale).

Mais j'ai été de nouveau rejoint par le même élément, qui m'avait attaqué la première fois, et entraîné vers Ammour; j'ai attiré l'attention de ce «responsable» sur le fait que tout se passe sous ses yeux. A ce moment précis, ordre a été donné à très haute voix, disant «prenez-le». J'ai donc été transporté par une bande de 6 à 7 personnes vers la cave de la salle des fêtes.

A l'arrivée, il était «ordonné» de ne pas me frapper. Mais une vingtaine de minutes après et sous les ordres d'un personnage qui se faisait appeler Kouider, j'ai été frappé pendant une demi-heure à coups de poings et de pieds dans toutes les parties du corps. L'opération tendait à me faire «avouer» que j'appartiens à l'U.G.T.M.. Devant mon

obstination, mes vêtements ont été lacérés avec une lame de rasoir, en même temps que j'étais menacé d'être défiguré.

Cette première séance a pris fin lorsque j'ai réaffirmé mon appartenance à la Fédération PTT-UMT et clairement déclaré qu'on ne pourra jamais m'obliger à affirmer une quelconque appartenance ni à l'U.G.T.M. ni à aucune organisation ennemie de l'UMT.

J'ai été conduit au fond de la cave. Ordre a été donné de ne pas m'adresser la parole. Une autre séance de coups (très courte), a suivi. Il était à peu près 10 heures. Mes «gardiens» m'ont apporté un sandwich et de l'eau et l'un d'eux, m'a même acheté des cigarettes.

Vers 16 h un responsable syndical est arrivé en compagnie de deux parmi les gardiens qui m'avaient frappé. Il m'a expliqué que sans l'intervention des responsables, j'aurais été certainement enlevé. Il m'a précisé ensuite que je ne dois m'en prendre qu'à moi-même et «à ceux qui m'ont envoyé». Répondant que je ne suis pas un provocateur, je me suis vu affirmer que «ce jour, l'avenue des FAR appartient aux ouvriers qui n'ont rien à voir avec la politique et ne connaissent que le pain». Il a ajouté que les ouvriers ne connaissent ni Basri ni UNFP, mais seulement Mahjoub et ce qu'il décide». Il a qualifié mes références à la Fédération des PTT de «raisonnements à la Zitouni » et a prétendu que la Fédération des PTT n'a qu'à aller à l'U.G.T.M.

Vers 20 h. 30, on m'a pris mes papiers que l'on m'a rendus tout de suite après. Alors a commencé une nouvelle séance de coups de poings, de pieds et de bâtons. L'argent en ma possession, ainsi que ma montre ont été subtilisés. Cette première séance me semble due à l'initiative du plus sauvage de mes «gardiens» qui voulait s'approprier mes affaires. On m'a emmené une dizaine de minutes après devant la porte de la cave en me conseillant de ne pas bouger. Mais voyant qu'aucune surveillance n'existait plus, je suis parti croyant m'être évadé. En fait, j'ai appris plus tard que :

- Quelques minutes après mon départ, certains qui avaient posé le problème, ont été emmenés à la cave pour «constater» que je n'y étais pas ;
- Mes camarades délégués des PTT bien qu'ils se soient éloignés de l'autre côté de l'avenue des FAR ont été attaqués après moi, vers 10 h 30 et n'ont dû leur salut (et l'intervention de la police) qu'au blocage de la circulation automobile ;
- Aouab m'a présenté en pleine rue comme un agent des Américains venus saboter le Congrès, cela pour animer l'ardeur de ceux qui me transportaient vers la cave (Aouab qui avait affirmé lui-même être idéologiquement en complète communion de pensées avec moi-même) ;
- Tous les camarades des PTT ont été présentés à la classe ouvrière et aux délégués étrangers comme des provocateurs de l'U.G.T.M. et à la police comme des provocateurs téléguidés par l'UNFP ;
- Certains responsables syndicaux donnaient l'accord préalable de la police (qui d'ailleurs n'est intervenue à aucun moment).

Tels sont les faits indiscutablement. Violence qui n'a pas de nom avec une neutralité complice de la police puis diffamation ordurière organisée, et enfin, insultes émises

officiellement par toi-même à la Tribune du Congrès contre la Fédération PTT et les mouvements progressistes de ce pays (particulièrement l'UNFP, dont le Secrétariat général comprend toi-même et ton adjoint Abderrazak).

Et cette violence s'est exercée contre les postiers dont le seul crime est d'être restés concrètement et solidairement attachés au principe de l'élection démocratique des délégués au Congrès de l'Union Marocaine du Travail, dont la Fédération PTT constitue « les blindés » selon tes propres termes. Je dois te signaler que je préfère ne pas répondre à tes allégations concernant le nombre de cartes vendues à Rabat et les sommes versées (cela nous amènerait à des questions «privées»).

Pour quelles raisons tout cela?

Même si « tu n'as plus besoin des postiers » (comme tu l'as affirmé), si tu as décidé de te passer des « blindés », si tu es entré dans une phase de désarmement, cela ne suffirait pas pour expliquer des méthodes aussi peu pacifistes. Je ne dis pas que tu aies décidé l'opération en personne. Mais elle s'est déroulée en présence et sur les ordres de responsables du Bureau National de l'UMT qui avaient toutes les raisons de considérer avoir le «feu vert» et devoir «ne pas manquer l'occasion».

Il serait futile de reprendre leurs affirmations de la veille (qui montrent le caractère prémédité de l'opération). Si c'est l'avenir qui nous intéresse, il faut profiter de ces incidents pour analyser les causes profondes du mal. De fait, on ne voulait pas de ma présence au Congrès, on ne voulait pas de celle des postiers que l'on présente comme étant téléguidés par moi-même, on ne voulait pas non plus de la présence de nombreux militants UMT d'autres fédérations ou unions locales. On ne voulait pas de ces présences parce que l'on a craint de voir exposé le point de vue de ces militants sincères sur :

- Le rôle d'avant-garde que doit jouer la classe ouvrière dans le mouvement de libération ;
- La nécessité de la démocratie intérieure pour maintenir et développer l'unité de la classe ouvrière sur une base révolutionnaire ;
- Le danger de la dépolitisation de la classe ouvrière et de la cloison psychologique et politique que l'on essaie d'établir entre la classe ouvrière et le reste des masses populaires ;
- Le danger que courent l'unité et la force de l'Union Marocaine du Travail, danger qui résulte de certaines pratiques qui ont diminué considérablement la combativité des syndicats (devenus dans certains cas des organes d'interdiction systématique des grèves, ou même de simples titres formels au service de certains intérêts individuels).

Tu connais bien ce point de vue et ceux qui le défendent dans l'intérêt de la classe ouvrière et de l'Union Marocaine du Travail. Tu n'as jamais essayé de le prendre en considération. Au contraire, croyant qu'il était dirigé contre ta personne, tu as systématiquement réagi par un réflexe de défense qui t'a amené à couvrir (sinon

encourager) tous ceux dont les intérêts (et les attaches) leur donnent toutes les raisons de combattre les progressistes.

Cette hostilité cultivée, encouragée puis méthodiquement organisée jusqu'à devenir un sabotage de l'intérieur des mouvements progressistes a créé l'engrenage de la solidarité consciente et inconditionnelle entre tous ces éléments dont les intérêts convergent. Mais quels que soient les précédents et la connaissance que je crois avoir de (l'appareil» et de ses méthodes, je n'ai pu imaginer un seul instant que l'engrenage ait pu en arriver à ce point et à ces méthodes qu'on ne peut même pas qualifier de fascistes, méthodes dirigées contre toute une Fédération.

C'est peut-être là ma véritable erreur. Dois-je alors ne m'en prendre qu'à moi-même ? (Comme me l'a précisé cet émissaire venu à la cave). Non, parce que de toutes les façons, ma personne ne compte pas dans cette affaire.

Je m'en prends (et nous sommes nombreux à nous en prendre) à une politique et à une mentalité qui ont permis la mise en place progressive d'un appareil constitué d'éléments dont certains n'ont plus, à mon avis, aucune attache ni sociale, ni idéologique, ni sentimentale avec la classe ouvrière.

Je m'en prends (et nous sommes nombreux à nous en prendre) à des méthodes indignes d'une organisation ouvrière dont je fais partie et qui n'ont été possible que parce que rien n'a été fait pour sortir de l'engrenage du double jeu et de la duplicité (pour lequel les mots «ouvriers», «pain», «politiciens», «extrémistes», «gauchistes», etc., ne sont que des alibis utilisés selon les circonstances et les intérêts du «système»).

Je m'en prends (et nous sommes nombreux à nous en prendre) à l'hostilité entretenue contre les patriotes et les progressistes sincères, qu'ils aient déjà fait leurs preuves, les armes à la main contre le colonialisme ou qu'ils ne soient comme moi que de jeunes militants venus récemment à la lutte contre la féodalité, la bourgeoisie et l'impérialisme (dont « l'appareil » et «l'engrenage» que j'ai signalés servent objectivement les intérêts). Voilà ce à quoi je m'en prends.

Ton Congrès, votre Congrès n'aura rien résolu sur l'essentiel. Sa composition, son orientation, ses décisions... Tout n'est qu'un nouveau produit de «l'engrenage» dont certains sont les bénéficiaires ou les victimes (très provisoirement). Le rôle naturel d'avant-garde de la classe ouvrière, est inéluctable. L'histoire universelle et certains signes qui apparaissent depuis longtemps au sein de la classe ouvrière marocaine, en font foi.

Je t'ai écrit cette lettre pour te dire tout cela.

Cet incident a été une occasion de l'écrire noir sur blanc avec des «vœux» pour l'année 1963 que voici : Mes meilleurs vœux pour l'année 1963

J'en viens à ce que j'ai appelé mes conclusions quant à l'avenir (qui seul m'intéresse) :

- J'espère que chacun procédera aux rectifications nécessaires, en donnant leur véritable contenu aux concepts révolutionnaires au lieu de ne s'en servir qu'occasionnellement comme alibis au service de la diffamation,

- J'espère que la lucidité triomphera en fin de compte pour éviter à chacun de devenir encore plus prisonnier d'un engrenage qu'il a lui-même engagé, ou de se laisser mettre de plus en plus devant le fait accompli,
- J'espère surtout que cette lettre soit une participation au redressement de certaines erreurs, afin que rien n'empêche plus les masses populaires sous la direction de la classe ouvrière de se libérer du joug féodal et colonial, et de s'engager aussitôt que possible dans la construction du socialisme,
- J'espère enfin que tout ce qui précède ne soit pas encore une fois mis au compte de ce qu'il y aurait en moi (ou beaucoup d'autres) de «prétentieux», «extrémiste», «gauchiste»... Ou tout simplement «salaud».

Avec tout mon dévouement à la cause de la classe ouvrière de l'Union Marocaine du Travail et de toutes les forces progressistes et bientôt.

Omar Benjelloun

II - Comportements de nos cadres devant le problème palestinien

Introduction : la multiplicité des éléments de confusion

Jamais, pour aucun peuple colonisé, la confusion idéologique n'a revêtu une importance aussi primordiale, n'a eu de conséquences aussi dramatiques que dans le cas de la Palestine. A la différence de tous les peuples colonisés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, le peuple palestinien a dû consentir une étape supplémentaire de lutte et de sacrifices par rapport à tous les mouvements de libération nationale. Sans compter les luttes d'avant 1948 et les vingt années de silence organisé sur l'existence même de ce peuple, le voilà qui mène depuis quatre années la lutte armée d'abord pour convaincre les milieux dits anticolonialistes que la Palestine est la patrie d'un peuple et qu'Israël n'est rien d'autre qu'une occupation de «type colonial».

Pour avoir la mesure de la confusion idéologique et de ses conséquences sur le problème palestinien, il suffit de reprendre l'exemple de Jean-Paul Sartre, un homme qui a prouvé dans l'action son hostilité au colonialisme, qui s'est rangé totalement du côté du peuple algérien durant sa guerre de libération. Cet homme participait aux «tribunaux» concernant les crimes de l'impérialisme au Vietnam et défendait en même temps Israël et la politique de Moshé Dayan qui revenait de Saïgon où il avait recruté les pilotes criminels chargés de bombarder le Vietnam du Nord. Cet exemple montre à quel point les milieux dits anticolonialistes d'Europe Occidentale et d'Amérique du Nord, y compris les penseurs qui ont prétendu remettre en question tous les postulats de l'idéologie bourgeoise, sont en réalité prisonniers de toutes les évidences mensongères accumulées depuis la fin du 19e siècle comme faisant partie de la pensée de «gauche».

Il s'agit en fait d'évidences nées d'une série de faits qui vont de l'affaire Dreyfus au massacre de millions de juifs par les nazis, de faits spécifiques à la société de l'Europe occidentale capitaliste dont le nazisme est l'enfant et le produit. Soutenir la création d'Israël, puis les agissements d'Israël, est pour le monde occidental avec sa droite et sa «gauche», une façon de se donner bonne conscience. Mais plus la vérité du sionisme apparaissait, plus il était difficile de justifier le sort réservé à la patrie palestinienne et à son peuple par l'hostilité au nazisme disparu, plus la société occidentale et les idéologues de l'impérialisme et du sionisme enfantaient des théories changeantes, qui semblent divergentes ou même opposées, mais qui en fait tendent au même but: justifier et préserver l'existence d'Israël. Cela va de la «tête de pont occidental», au «pacifisme» militant de Rodinson, en passant par le thème du réalisme, du fait accompli et «du développement économique régional». Il s'agit en fait d'une adaptation constante des méthodes de diversion et de falsification aux réalités, méthodes dont l'efficacité est liée à la mainmise grandissante des réseaux sionistes sur l'édition et la presse occidentales, particulièrement celles dites de gauche.

Parmi les victimes du conditionnement idéologique et culturel se trouvent les cadres de l'Afrique du Nord qui ont reçu l'enseignement colonialo-bourgeois de la France et dont l'esprit a été plus facilement façonné par les milieux français dits de gauche, en raison du

soutien qu'ils ont apporté au mouvement national nord-africain. On se souvient du cri lancé par Ahmed Ben Bella «Nous sommes des arabes, des arabes, des arabes». On se souvient de ce que de très nombreux intellectuels nord-africains en ont été surpris ou scandalisés, chacun reprenant son compte l'une des explications intéressées qui en ont été présentées par la presse française. Il a fallu le choc de juin 1967, et la Résistance Palestinienne, pour que ces cadres commencent à remettre en question les évidences mensongères propres à la culture occidentale, et nées de faits historiques propres à la société européenne, des faits auxquels nous sommes totalement étrangers.

Mais il s'agit d'une remise en question qui ne porte pas sur l'essentiel, l'analyse et le comportement ayant toujours pour fondement les conceptions occidentales, le «réalisme» qui veut ignorer la réalité concrète, soit disant objectivité qui méconnaît l'objet même de ce qu'on appelle indifféremment le conflit israélo-arabe, la crise du Moyen-Orient, le problème palestinien... Il s'agit d'une remise en question qui se limite à prendre en considération la Résistance Palestinienne comme un fait nouveau qui change les données anciennes et qui pose le problème véritable, celui de l'existence d'Israël. Il s'agit en fait de la même évolution que celle des idéologues du sionisme et de la gauche européenne. Il s'adaptent à la situation nouvelle, dénoncent le dynamitage des maisons, reprochent aux victimes du nazisme de reprendre à leur compte les méthodes du nazisme, mais tout cela pour suggérer des rencontres, créer des comités de paix, appeler aux solutions «fédérales» et «confédérales», etc...

Ceux-là, et à leur tête Rodinson, Uri Avnery, (ce fameux député israélien, ce «patriote israélien» qui se dit «antisioniste»), ces progressistes, ces révolutionnaires sont actuellement l'instrument le plus subtil, le plus efficace du sionisme sur le front de la propagande et de l'intoxication. Aucun d'eux ne remet en question l'existence de l'Etat d'Israël en tant qu'entité, ne pose le problème de l'usurpation de la patrie palestinienne. Ils se contentent de discuter les «structures actuelles» d'Israël, de dénoncer l'expansionnisme de ses dirigeants..., attendent d'eux qu'ils se «désionisent» pour construire «l'Etat binational», les différentes formes de collaboration, de confédérations... Ils sont au sionisme et à la politique d'Israël, ce que les membres de «conscience française» étaient au Protectorat pendant notre lutte pour l'Indépendance nationale – «conscience française» et «présence française», phénomènes qui naissent et s'opposent au moment où la résistance populaire armée ébranle sérieusement l'édifice colonial. L'embryon de l'idée néo-colonialiste naît sous les dehors du paternalisme humanitariste, pense à l'avenir, prépare les moyens de préserver l'essentiel et s'oppose aux intérêts retardataires dont la cruauté exprime le désespoir, le sentiment de la fin qui approche.

Présence sioniste et conscience sioniste, décision objective du travail qui tend à préserver l'essentiel. «Je ne veux pas d'un peuple libéral, anticolonialiste et antimilitariste, parce que ce serait un peuple mort» répond Golda Meir à un journaliste qui s'inquiétait de la disparition des «valeurs du peuple juif» à cause des méthodes proprement nazies utilisées contre les arabes. On ne voit pas ce qu'ont pu être ces prétendues valeurs de ce prétendu peuple dont l'existence même a pour origine et pour fondement le plus grand vol de l'histoire, le vol d'un pays. Et le voleur n'a pas de constitution, ne veut pas dire où s'arrête

le pays qu'il entend voler, et par la voix de ses dirigeants proclame que c'est à Israël de déterminer lui-même ses frontières.

Quel est le juif qui se dit antisioniste et qui dénonce sans réserves le vol, qui remet en question l'existence d'Israël, sans consacrer l'essentiel de son propos d'abord à un long rappel historique des injustices subies par les juifs, puis au problème du sort des deux millions de juifs émigrés. Par ce biais, et grâce à cette démarche en arc de cercle, il renverse le problème, pour le poser aux arabes, pour le poser aux palestiniens, aux victimes du vol. Oui, mais, oui mais... Je reconnais le droit du peuple palestinien, la légitimité de la Résistance, etc... mais quelle est la solution? Vous n'allez tout de même pas me dire comme Choukeïri qu'il faut «les jeter à la mer»? Les principes sont saufs, excepté le plus élémentaire de tous, à savoir que ce n'est pas à la victime d'un vol qui continue qu'on demande la solution.

Le point de vue garde l'accent de la sincérité, l'allure de l'homogénéité et le ton du marxisme-léninisme! Cela atteint le sublime lorsque la psychologie et la sociologie s'en mêlent, lorsque le progressiste dit antisioniste s'ingénie à vouloir démontrer «qu'Israël n'est pas une nation». Celui-là, au lieu d'inverser le problème fondamental, au lieu de poser les alternatives à la victime plutôt qu'à l'occupant, sert ce dernier en déplaçant la discussion, en entretenant un débat artificiel créé de toutes pièces. Le combat sanglant d'un peuple dont la patrie a été volée pour servir de base à l'impérialisme et de point de rassemblement du sionisme, se transforme en un sujet d'histoire ancienne. Mais on ne peut exiger plus des intellectuels juifs, si l'on a une idée tant soit peu concrète des méthodes de pression exercées par les réseaux sionistes sous différentes formes et dans tous les domaines.

Mais ce n'est pas de ceux-là qu'il s'agit ici – ni de leur subjectivité ou de leur sincérité en tant qu'individus. Les observations qui précèdent ont pour but de donner une première idée de la multiplicité des éléments de confusion qui entourent le problème palestinien et déterminent le point de vue et le comportement des intellectuels nord-africains formés à l'école capitalo-coloniale française. Cela exige :

1°) de voir comment le sionisme est le premier bénéficiaire de toutes les évidences de l'idéologie bourgeoise régnante, et surtout de celles attachées à la littérature néo-coloniale consacrée au «sous-développement». Pour bien montrer le caractère mensonger de ces évidences, nous devons nous attarder sur des aspects qui ne sont pas particuliers au problème palestinien.

2°) ce sont ces évidences qui ont permis au sionisme d'agir directement sur nos pays et sur nos cadres, profitant aussi bien des circonstances culturelles, techniques et économiques (attaches avec l'ancienne puissance coloniale et sa «gauche»), que des circonstances géographiques et historiques (éloignement par rapport aux phénomènes du Moyen-Orient dont nous ne retenons que les apparences extérieures et négatives).

3°) à partir de là, on peut s'expliquer que l'évolution d'après 1967, si elle s'est traduite par une remise en question des idées reçues, n'a pas encore porté sur l'essentiel. La confusion subsiste sur le problème fondamental, le défaitisme appelé «réalisme» ou «objectivité» a encore pour fondement l'attachement aux apparences, compte tenu de ce que l'engagement aux côtés du peuple palestinien est partie intégrante du degré d'engagement dans le mouvement de libération.

I – Le sionisme premier bénéficiaire des évidences mensongères de la pensée coloniale et néo-coloniale avant et après juin 1967.

Il s'agit, rappelons-le, de mettre d'abord en évidence les manifestations de l'idéologie capitalo-bourgeoise occidentale dans les conceptions, le raisonnement et le comportement de la majorité des cadres nord-africains de culture française en ce qui concerne le problème palestinien. Nous allons d'abord nous intéresser au fait que cette culture nous a été dispensée à travers la littérature coloniale et néo-coloniale, relative au «progrès» puis au «sous-développement», si bien que les conceptions et le raisonnement appliqués au problème palestinien sont en réalité partie intégrante du comportement intellectuel et pratique de chaque intellectuel nord-africain devant les problèmes de la libération et du néo-colonialisme en général.

Ce lien ne peut apparaître clairement que si l'on illustre l'analyse par des exemples concrets qui matérialisent le degré d'actualité des évidences mensongères composant la pensée néo-coloniale. Rappelons tout d'abord que l'idéologie bourgeoise, l'idéologie occidentale avec toutes les «sciences humaines» qui y sont attachées, est purement descriptive. Enfant et superstructure du mode de production capitaliste, elle a pour fonction de le justifier, si bien qu'elle se limite à en analyser les aspects extérieurs, ou à l'étudier secteur par secteur pour éviter d'avoir à en expliquer le principe moteur, les rapports d'exploitation sur lesquels il est fondé en tant que système global. Le grand mérite de Marx a été de remettre d'abord en question, de dénoncer le caractère purement descriptif et trompeur de cette idéologie, en partant de ce principe fondamental «toute forme d'apparition est une forme de dissimulation».

Nos cadres feraient bien de réfléchir à cette formule qui signifie que la pensée bourgeoise concentre l'attention sur l'arbre pour cacher la forêt, la loi de la jungle capitaliste. Mais il reste que cette pensée, comme le mode de production capitaliste qui l'a enfantée, est un système homogène qui a sa propre logique, et qui s'adapte constamment aux données nouvelles en gardant son homogénéité et sa logique propres.

Ce n'est même pas cette idéologie descriptive qui nous a été inculquée, mais ses sous-produits à travers l'enseignement colonial suivi de toute la littérature néo-colonialiste sur le «sous-développement». Pour plus de clarté et pour ne pas nous éloigner de notre sujet, partons d'un événement sans importance, mais qui illustre à quel point des artifices et des mensonges coloniaux (vieux de 50 ans) passent encore pour des évidences chez des intellectuels marocains. «Les anciens du Collège d'Azrou», réunis en congrès au début de l'été, n'ont admis de prendre position sur le problème palestinien qu'à la condition qu'il soit énuméré au même titre que l'Angola, le Mozambique... et cela non pas pour marquer qu'il s'agit d'un problème colonial mais pour souligner au contraire que c'est un

problème «arabe» qui ne les intéresse pas plus directement que la Guinée dite portugaise. Exemple extrême qui matérialise l'opportunisme à l'état primaire, mais aussi et surtout montre à quel point le sionisme est dans nos pays le premier bénéficiaire des formes de pensée installées par les stratégies du colonialisme, à quel point il peut gagner la neutralité ou même l'alliance objective des cadres de nos pays.

Mais les conséquences plus graves et plus générales de la pensée capitalo-coloniale sont le mépris de nous-mêmes en tant que nation arabe, le fait d'attribuer à l'arabe en tant que tel ce qui en réalité est une situation que l'impérialisme a créée et entretient par l'intermédiaire de ses instruments locaux. Quel est celui qui n'a pas entendu les commentaires sceptiques ou incrédules lancés par des intellectuels marocains lorsqu'ils entendent tel communiqué arabe énumérant les pertes sionistes? Lorsqu'on leur fait remarquer qu'il n'est pas normal de croire systématiquement les informations sionistes et contester celle des pays ou des résistants arabes, que cela est une façon d'être intellectuellement aux côtés d'Israël, la réponse est toujours la même: depuis juin 1967, je ne peux plus les croire. Et de fait, le journal «Le Monde» façonne l'opinion de ces cadres, leur enseigne le «réalisme et la modération», cultive le désir d'en finir, le désir de «paix», suscite et encourage les discussions sur la «solution» ou les «chances de solution» de ce qu'il appelle le «conflit israélo-arabe». Ce second exemple montre à quel point le sionisme bénéficie non seulement des formes de pensée installées par le colonialisme, mais aussi de toutes les attaches culturelles, techniques et linguistiques du pays avec l'ancienne puissance coloniale, attaches qui permettent la diffusion de tous les instruments d'information plus ou moins noyautés ou contrôlés par le sionisme (sans parler des liens de domination et d'exploitation économiques qui font que les pays arabes constituent eux-mêmes pour le sionisme un secteur essentiel de drainage de ressources financières).

Parler de l'influence des évidences mensongères de la pensée capitalo-coloniale sur nos cadres au sujet du problème palestinien, c'est donc poser le problème du néo-colonialisme et de l'impérialisme. D'ailleurs, à l'échelle des gouvernements comme des individus, le degré d'engagement aux côtés du peuple palestinien, réfléchit directement le degré d'hostilité à l'impérialisme, parce que les faits ont contraint le sionisme à apparaître de plus en plus sous sa véritable nature: non seulement un protégé de l'impérialisme, non seulement son instrument au Moyen-Orient, mais aussi sa cinquième colonne dans d'autres sphères et particulièrement en Afrique. Il faut savoir que les mouvements de libération dans certains pays de l'Afrique équatoriale, mènent maintenant le combat sous la devise «contre l'impérialisme et le sionisme» parce qu'ils ont vérifié que les «assistants techniques» israéliens agissent en fait dans le cadre d'une stratégie impérialiste dont Israël est l'instrument.

Cela nous amène aux artifices les plus subtils et les plus efficaces qui font partie de toute la littérature néo-colonialiste connue sous le thème de «sous-développement» – C'est grâce à elle qu'Israël a pu se faire reconnaître et installer ses «assistants techniques» dans des pays multiples – Les cadres de ces pays (comme les nôtres) formés à l'école de l'idéologie et de l'économie politique bourgeoises et purement descriptives, se sont laissés convaincre par les apparences, par les réalisations d'Israël comme exemple de solution

aux problèmes et aux fameux «cercles vicieux» du sous-développement. Ils se sont intéressés à l'arbre qui cache la forêt, ont ignoré qu'Israël consomme 5 fois plus qu'il ne produit grâce aux ressources extorquées à leurs propres pays et aux cadres dont une bonne partie a été puisée dans leurs propres pays. Voilà donc le sionisme qui est encore le premier bénéficiaire, de toutes les évidences mensongères sur le sous-développement diffusées par la revue «Tiers-Monde», l'instrument le plus subtil, le plus efficace et le plus pernicieux du néo-colonialisme (et dont la direction comprend d'ailleurs des sionistes notoires). Cet instrument est l'exemple le plus net de la capacité d'adaptation des idéologues du néo-colonialisme au développement des forces progressistes. Pour mieux convaincre nos cadres, nos «techniciens», il leur enseigne le réalisme, les étapes exigées pour rompre les «cercles vicieux du sous-développement» et en même temps précise que cette rupture exige la réforme agraire, certaines nationalisations...

Il s'agit de procédés qui partent du même principe, qui sont de la même essence que l'adaptation constante des idéologues du sionisme au développement du mouvement d'opinion hostile à Israël. Ils suggèrent des comités de paix, dénoncent l'expansionnisme de Moshé Dayan,..., pour sauvegarder l'essentiel, l'existence d'Israël en tant qu'Etat, le problème étant présenté naturellement comme «crise du Moyen-Orient» entre Etats voisins, et non pas comme une affaire de libération d'un pays. Les interférences entre le problème de la Palestine et de la Résistance Palestinienne d'une part, et les relations d'Israël avec les Etats voisins d'autre part, sont présentées comme des «cercles vicieux», de même que les interférences entre l'agriculture, l'enseignement et la balance des paiements d'un pays «sous-développé» présentés comme des «cercles vicieux».

Les divisions des arabes et leur verbalisme sont au problème palestinien ce que la «démographie galopante» est au sous-développement, c'est-à-dire le prétexte, la réponse passe-partout. Le principe est le même: il faut nous en prendre d'abord à nous-mêmes, régler d'abord nos problèmes.

Le raisonnement correspond exactement à la formation et à la mentalité du «technicien» qui veut sincèrement le progrès. Comment douter de la bonne foi de celui qui suggère la nationalisation des secteurs clés de l'économie et la réforme agraire, si l'on ne pose pas de question sur le rôle véritable de ces secteurs, si l'on ne pose pas globalement le problème de l'exploitation du pays? On ne se doute pas que la nationalisation des chemins de fer fait l'affaire du capital colonial puisqu'il continue à drainer les matières premières et à introduire les produits manufacturés, tandis que les victimes elles-mêmes paient le déficit, c'est-à-dire une partie des frais généraux d'exploitation du pays. On ne se doute pas que la «réforme agraire», c'est-à-dire la distribution des terres de colonisation, ne gêne en rien le capital colonial puisqu'il continue à recevoir les mêmes produits à des prix infiniment plus bas, tout en garantissant le maintien à plus long terme de cette situation. Il en est de même pour toutes les réformes et solutions d'apparence nationaliste et progressiste, parce que le problème fondamental n'est pas posé, celui de la nature coloniale du système économique et social qualifié de «sous-développement». Tous les efforts fournis par les idéologues du néo-colonialisme tendent à inverser le problème, à convaincre les victimes

de l'exploitation impérialiste qu'elles doivent s'en prendre d'abord à elles-mêmes et ceci avec des arguments «techniques» et des chiffres sélectionnés.

Les mots d'ordre de réalisme, d'objectivité prétendument scientifique, de rationalité, qui sont à la base de cette littérature, deviennent pour nos cadres dits «techniciens», les critères d'analyse et de jugement. On a vu un intellectuel irakien écrire une «étude» chiffrée, soutenant que les arabes, avant de vouloir combattre ou éliminer Israël, doivent résoudre les problèmes du «sous-développement» (étude publiée bien sûr en bonne place par le journal «Le Monde»). Et ce point de vue est loin d'être isolé, car, poser le problème en «technicien», en chiffres, tenant compte du soutien inconditionnel de l'impérialisme américain à Israël, de la puissance des réseaux sionistes à travers le monde, c'est la démarche «réaliste», la démarche du défaitisme qui a pour lui l'avantage de la logique.

Mais c'est la démarche «réaliste» de celui pour lequel le combat contre l'impérialisme ne se pose pas; de celui qui, en bon adepte de l'idéologie bourgeoise descriptive, veut voir Israël comme une entité combattue par les arabes à part, et non pas comme une base parmi d'autres de l'impérialisme. Présence culturelle et idéologique du néocolonialisme et du sionisme dans nos pays ne font qu'un, agissent directement sur la pensée de nos intellectuels. L'attitude de ceux-ci concernant le problème palestinien est inséparable de leur comportement à l'égard des problèmes internes de libération sociale et économique et de lutte contre l'impérialisme et ses agents. Il faut dire que cette action a été d'autant plus efficace qu'elle s'est exercée sur un terrain où les circonstances historiques et géographiques et les échos des événements propres au Moyen-Orient avaient entretenu la confusion et l'indifférence.

II – L'indifférence méprisante d'avant 1967: Conséquence de l'action directe du sionisme, depuis vingt ans, ajoutée à l'incompréhension des phénomènes internes au Moyen-Orient.

Le sionisme ne se contente pas de tirer profit de la présence néo-coloniale, et de ses conséquences directes sur la pensée et le comportement de nos cadres. Il a mené et mine un travail d'intoxication plus direct et a su exploiter les conditions particulières à l'Afrique du Nord pour cultiver l'indifférence sous toutes ses formes à l'égard du peuple palestinien, et après 1967 entretenir la confusion et l'équivoque. Deux facteurs essentiels l'ont aidé dans son action directe :

- d'une part le fait que cette action était menée par l'intermédiaire des milieux français dits de gauche qui soutenaient le Mouvement National pour l'indépendance;
- d'autre part l'isolement de l'Afrique du Nord qui est restée en marge du phénomène de transformation idéologique et politique déclenché au Moyen-Orient par la création de l'Etat d'Israël.

Les réactions suscitées par le cri d'Ahmed Ben Bella (nous sommes des arabes, des arabes, des arabes) manifestent à quel point ces deux facteurs ont pu anesthésier nos cadres pendant vingt ans, cultiver le mépris pour nous-mêmes.

a) l'action directe du sionisme par l'intermédiaire de la gauche française.

Contentons-nous de montrer l'évolution des méthodes d'intoxication depuis la création d'Israël jusqu'à la guerre de 1967.

La première phase, celle qui suivit la deuxième guerre mondiale, a été celle où il était permis de présenter Israël comme un facteur de progrès à côté des émirats et régimes féodaux et moyenâgeux. Les pays socialistes eux-mêmes feignaient d'en être convaincus en raison de considérations stratégiques et diplomatiques bien connues. Rien n'empêchait la littérature et la presse dites de gauche de chanter les mérites du «socialisme original» et à l'état pur représenté par les kibboutzim. Les étudiants nord-africains s'y laissaient prendre, pour n'avoir jamais eu à connaître la genèse d'Israël et celle de ses kibboutzim, dont le «socialisme» n'est rien d'autre que l'organisation matérielle exigée par la fonction du kibboutzim depuis sa création. Base d'implantation du sionisme, par la force, dont les méthodes d'organisation n'ont absolument rien à voir avec le «socialisme», formules de production et de consommation soumises aux nécessités militaires. Il fallait que ces bases puissent subsister en attendant qu'elles soient assez nombreuses, en attendant que l'occasion se présente de créer l'Etat d'Israël et appliquer par conséquent toutes les méthodes d'organisation propres à la vie d'une caserne dans un pays en voie de colonisation. Une fois l'opération réalisée, une fois la Palestine colonisée, il fallait tout d'abord faire oublier le principe même de la colonisation. On a tout simplement créé la justification du «socialisme original» inspiré des principes de David et de la justice de Salomon! ce qui permettait par la même occasion de maintenir et de cultiver le mythe de l'abnégation et de l'esprit de pionnier.

La nationalisation du Canal de Suez, et l'action de ces pionniers au service du colonialisme franco-anglais décadent dans l'agression de 1956 contre la République Arabe Unie ont montré la nature et la fonction véritable de ce prétendu socialisme. Il fallait changer de thème, et en même temps détourner l'attention du but véritable de l'opération, à savoir une opération destinée à éliminer le seul régime patriotique qui avait pu détruire le pouvoir moyenâgeux de la féodalité et amorcer une politique de progrès. C'est alors que commence la deuxième phase, celle de la capacité des juifs à transformer le désert en paradis, à côté de ces arabes peureux et incapables, en même temps que la campagne autour des minorités juives dans les pays arabes. A Mehdi Ben Barka qui lui soumettait le projet de création d'une section de la ligue des droits de l'homme au Maroc, Daniel Mayer, président de la ligue internationale des droits de l'homme, a répondu en posant une condition préalable: que l'U.N.F.P. dénonce d'abord la limitation du droit de sortie des juifs marocains et exige que les passeports leur soient délivrés sans discrimination et sans aucune mention à «caractère religieux». Il faut dire que la plupart des intellectuels juifs marocains qui se disaient antisionistes menaient une campagne permanente pour faciliter l'émigration massive sous prétexte de «principes». Il a fallu que la démocratie soit totalement étouffée dans notre pays, qu'y soient remis en question tous les aspects de la politique de libération, pour que les juifs marocains soient très démocratiquement et massivement exportés vers Israël (les adolescents d'abord, puis les jeunes, les parents ensuite à partir de camps de regroupement). En Tunisie, les responsables n'ont pas eu

besoin des interventions du Conseil Juif Mondial et du marchandage américain pour permettre et même encourager cette exportation (sans doute pour embêter Nasser!).

La troisième phase d'adaptation de la propagande sioniste dirigée vers nos pays est celle où «les modérés» multipliaient les déclarations «réalistes» suggérant la reconnaissance du fait israélien après avoir eux-mêmes aidé à son renforcement par leur passivité complice ou leur politique active pro-impérialiste. Durant cette phase, le thème n'était plus le socialisme des kibboutzim ou le génie des juifs transformant le désert en paradis, mais une double lamentation qui peut se résumer ainsi:

- sur les Etats arabes, qui s'épuisent en dépenses militaires au lieu de s'attaquer aux problèmes du «sous-développement»;
- sur Israël, ce petit Etat de constructeurs courageux, entouré d'ennemis armés par Moscou.

C'est que depuis l'agression de 1956, les pouvoirs féodaux tombaient les uns après les autres. L'impérialisme ne dictait plus à tous les gouvernements de la région leur politique et les dirigeants sionistes n'ont pu détourner aussi facilement et impunément les eaux du Jourdain. En fait, la campagne de conditionnement pour l'agression de 1967 avait commencé deux années plus tôt, devant la multiplication des régimes progressistes en RAU, Syrie, Irak et Algérie qui ont posé le véritable problème pour la première fois, la libération de la Palestine par les Palestiniens eux-mêmes.

Les Palestiniens n'avaient d'ailleurs pas attendu qu'on le pose. Dès le premier janvier 1965, ils avaient déclenché la Résistance armée en faisant sauter les installations destinées au détournement des eaux du Jourdain. Mais jusque-là, les cadres d'Afrique du Nord subissaient les thèmes sionistes que nous venons de citer, d'autant plus facilement qu'ils y trouvaient une confirmation de leur jugement global et méprisant sur les pays, les peuples et les dirigeants du Moyen-Orient.

b) l'incompréhension des phénomènes internes au Moyen-Orient

Loin du Moyen-Orient, l'Afrique du Nord n'a pas subi les phénomènes de transformation qui ont secoué le Moyen-Orient depuis le choc de 1948. De ces phénomènes nous ne connaissions que des aspects extérieurs et négatifs, tels que les rapportait la presse occidentale pro-sioniste. Ces phénomènes se ramènent schématiquement à trois courants.

Le premier, celui des jeunes officiers qui, sur le front de Palestine, ont pu se rendre compte que les véritables responsables de la création d'Israël sont les féodalités de traîtres au pouvoir, ce qui s'exprimait par la formule très juste «Israël est au Caire». Ayant pris le pouvoir à la suite de complots militaires, et alors que leur formation politique et idéologique étaient rudimentaire, les jeunes officiers égyptiens, puis irakiens et syriens, ont voulu faire du problème palestinien une affaire d'Etat, d'armée officielle. Ils tombaient ainsi dans le piège de l'ennemi, dont tous les efforts tendent à poser le problème comme un conflit entre Etats voisins, pour faire oublier jusqu'à l'existence du

peuple palestinien. Et de fait la conception des juntes militaires les amenait à accepter et encourager le mouvement palestinien, mais à la condition qu'il soit sous leur tutelle, qu'eux-mêmes gardent l'initiative et le choix du moment, moment qui naturellement devait attendre que soient mises en place des armées entraînées, etc...

Le second phénomène est celui des frères musulmans qui a perdu actuellement de son importance, mais qui entre les années 1948 et 1960 fut un courant très fort et très actif. Il posait le problème en termes religieux, en devoir religieux qui nécessite le combat permanent, fut-il désordonné et désespéré. Les initiatives qu'il prenait l'ont amené progressivement à se comporter en ennemi des gouvernements nouvellement mis en place, à négliger le problème palestinien pour engager contre eux l'action violente. L'impérialisme, attentif à cette réalité, n'a pas manqué d'intervenir pour encourager cette tendance et placer ses «conseillers techniques» auprès des dirigeants du mouvement qui ont fini par devenir des agents conscients de l'impérialisme depuis l'Atlantique jusqu'à l'Indonésie.

Le troisième phénomène est celui du «parti socialiste baath». Son créateur, Michel Aflak, a tenté de poser le problème palestinien comme la partie d'un combat global, idéologique et politique au niveau du monde arabe dont la transformation socialiste entraînerait sa libération de la féodalité, du sionisme et du colonialisme. Mais ce socialisme baathiste, fondé sur les références à la gloire passée et refusant a priori les vérités du socialisme scientifique, devait indubitablement s'organiser en sectes de carbonaris, en cellules semi-clandestines et agir sur des catégories sociales limitées, en particulier l'intelligentsia et les officiers. Mais le fait qu'il se posait en mouvement au niveau de l'ensemble du monde arabe, a amené ses fondateurs syriens à susciter la mise en place de sections baathistes dans les autres pays arabes.

Chacun de ces trois courants s'est opposé aux deux autres pendant que, pour leur part, les communistes arabes se contentaient de dénoncer la «petite bourgeoisie», opportuniste, de droite ou de gauche. Excepté en Irak, voisin de l'U.R.S.S., ils sont restés un épiphénomène, parce que dès 1948, leur internationalisme prolétarien consistait à justifier la diplomatie et la stratégie soviétiques. Mais malgré les polémiques et les luttes qui les opposaient, ces trois courants combattaient la féodalité, ont eu chacun sa part dans l'élimination des pouvoirs féodaux. La vigilance et la solidarité des gouvernements féodaux qui ont subsisté ne pouvaient que se renforcer de même que leur alliance avec l'impérialisme.

De tout cela, nous ne retenons que les aspects extérieurs, les polémiques et les divisions. Ces divisions ont toujours été présentées comme inhérentes à la mentalité arabe, comme si un féodal valet de l'impérialisme pouvait s'unir à un mouvement de libération. Ne retenant que les aspects extérieurs, les cadres nord-africains se sont habitués à juger le Moyen-Orient en bloc, à confondre peuples et gouvernements, à se convaincre et à se féliciter d'être mentalement «supérieurs et différents» de l'arabe du Moyen-Orient incapable de rationalisme et de cartésianisme! En fait, cet arabe-là ne s'est pas laissé conditionner par la gauche française et la culture néo-coloniale réunies dans la même solidarité agissante avec le sionisme. Son objectivité à lui, c'est d'avoir vécu le problème

palestinien, directement, c'est de ne s'être jamais dégagé de sa subjectivité patriotique sans laquelle on ne peut raisonner en patriote.

Il a fallu la guerre de 1967 pour que la remise en question s'opère, mais une remise en question très partielle comme nous l'avons dit. Il ne pouvait en être autrement étant donné les formes de pensée de la culture capitalo-coloniale, le travail de conditionnement permanent mené par le sionisme, soit directement, soit par l'intermédiaire de la gauche française, et enfin les réalités même du monde dont nos cadres ne retenaient que les aspects extérieurs et négatifs. Le déclenchement et le développement de la Résistance Palestinienne a provoqué la remise en question des idées reçues, mais la confusion demeure sur l'essentiel, avec les graves conséquences qui y sont attachées puisqu'il ne s'agit plus de solidarité intellectuelle et affective, mais d'un combat sanglant et quotidien.

III – Les nouveaux éléments de confusion et leurs conséquences pratiques actuelles.

Nous avons longuement insisté sur les éléments idéologiques et culturels permanents qui déterminent la façon de penser de nos cadres et montre en quoi le sionisme peut en bénéficier jusqu'à présent. Nous nous sommes ensuite attachés à préciser les thèmes développés par le sionisme à travers la gauche française avant 1967, ainsi que les raisons pour lesquelles les cadres d'Afrique du Nord ne retenaient que les aspects extérieurs et négatifs du phénomène profond et libérateur qui a remué le Moyen-Orient depuis la première défaite de 1947-48.

Il s'agit maintenant d'analyser les conséquences actuelles et concrètes de ce conditionnement idéologique permanent durant 20 années, de se demander pourquoi dans leur grande majorité, nos cadres de culture française restent en marge du combat engagé contre le sionisme et Israël, tout en entretenant des discussions sans fin, sur les erreurs du passé, récent et lointain, la tactique, les rapports de force, «la solution», les chances de solution...

a) D'abord le principe moteur de la libération qui porte en lui-même sa solution et ses moyens.

Nous avons dit que la guerre de 1967, puis le développement rapide (et impressionnant) de la Résistance Palestinienne, ont provoqué la remise en question, en précisant que c'est une remise en question qui ne porte pas sur l'essentiel. Il s'agit en fait de la même évolution subie par l'opinion mondiale et occidentale, évolution accélérée par le comportement arrogant d'Israël et des sionistes dans leurs pays respectifs. Ce que nous appelons l'essentiel, c'est la confusion qui subsiste sur l'objet même de ce que l'on appelle indifféremment le problème palestinien, la crise du Moyen-Orient ou le conflit israélo-arabe. Tant que cette confusion subsiste dans l'esprit d'un individu arabe, son attitude ne peut être que nuisible à la Révolution Palestinienne, ce que les sionistes et la féodalité arabe comprennent parfaitement, d'où leurs efforts conjugués qui tendent à présenter «la crise du Moyen-Orient» comme un conflit entre États voisins.

Pour donner une idée concrète des conséquences immédiates et lointaines de cette confusion soigneusement entretenue, partons de l'exemple vietnamien. Tous ceux qui soutiennent ou prétendent soutenir le peuple vietnamien dans sa lutte ne se sont jamais permis de discuter le «réalisme» ou l'opportunité de ses décisions et actions. Chacun se contente d'admirer les décisions et les sacrifices du héros des peuples, de constater qu'elles sont toutes déterminées par l'attachement au principe moteur: le Vietnam appartient aux seuls vietnamiens, même s'ils doivent y être massacrés jusqu'au dernier. Le principe contient aussi bien «la solution» que les moyens et les sacrifices qu'elle exige, et la discussion porte sur «les solutions» pratiques, tactiques, qu'appelle l'organisation et le développement de la lutte contre l'agresseur, solutions inspirées de l'expérience acquise d'une bonne connaissance des moyens et méthodes de l'ennemi mais aussi de la foi en la justesse de la cause qui entretient et renforce la volonté de vaincre.

Le principe porte en lui-même «la solution» et les moyens d'y parvenir. Et lorsque la lutte atteint un stade de développement déterminé, c'est dans les rangs de l'agresseur que naissent et se multiplient les discussions sur «la solution», sur la façon de se soumettre au droit du peuple combattant sans perdre la face. C'est alors que se développent les dissensions internes à l'envahisseur, qu'apparaissent les lignes de démarcation entre «colombes et faucons», entre «conscience française et présence française», entre «conscience sioniste et présence sioniste». Mais «les colombes» appartiennent à l'agresseur, elles pensent aux intérêts supérieurs et à long terme de l'agresseur, ce qui est le cas du mouvement progressiste dit antisioniste représenté par Rodinson et les autres. Leur rôle est de transporter une discussion interne au camp de l'agresseur, dans les rangs de la victime, dans les rangs arabes. Ils y réussissent parfaitement.

C'est ce que nous avons appelé le renversement du problème, le fait de poser la question sur «la solution», non pas au voleur mais à sa victime. Le peuple qui ne connaît pas Rodinson et la revue «Eléments» ne se laisse pas duper, s'inscrit par milliers (14.000 marocains) pour aller se battre. De même ce médecin égyptien de 27 ans tombé dans les faubourgs de Haïfa, ou cet émir du Koweït arrivé à un degré de conviction tel qu'il a abandonné ses enfants, ses richesses et son harem pour subir un entraînement et s'introduire en Palestine avec le serment d'y mourir ou d'en ressortir avec un passeport palestinien.

Question de conviction d'abord: la Palestine aux Palestiniens, le principe moteur qui porte en lui-même «la solution» et les moyens d'y parvenir. Question d'attachement au principe, de subjectivité patriotique, de haine envers l'envahisseur et son crime, sans quoi la logique et les analyses tactiques ne sont qu'une façon d'entretenir dans le camp de la victime des palabres utiles à l'envahisseur. Et ces palabres existent parmi les cadres marocains qui gardent une attitude de spectateur, mais de spectateur attentif et inquiet parce que conscient d'être arabe, de moins en moins honteux de l'être.

«Nous sommes des arabes, des arabes, des arabes». Ce n'est pas à nous de discuter, de nous poser la question posée au sionisme par le danger qui menace l'existence d'Israël, ce n'est pas à nous de discuter «la solution» du problème posé à l'envahisseur, d'exiger de la

Révolution Palestinienne qu'elle se prononce sur cette «solution». La Palestine aux Palestiniens, avec toutes les conséquences attachées à la libération d'un pays colonisé. C'est au colon de décider s'il doit rester ou partir, de juger s'il est disposé ou capable de s'adapter à la nouvelle situation et ses implications. Pourquoi le colon juif installé en Palestine serait-il différent de ceux installés un siècle avant en Algérie ou ailleurs?

Il est normal que les milieux libéraux d'Europe occidentale, que des hommes comme Jean-Paul Sartre veuillent introduire des variantes sous prétexte de réalisme ou de différences de «contexte». Nous avons commencé par les raisons intellectuelles et historiques pour lesquelles ils ne veulent même pas savoir s'il y a quelque contradiction à soutenir en même temps Ho chi Minh et Moshé Dayan, qui personnalisent la libération et l'occupation coloniale. Et lorsque la Résistance Palestinienne a posé dans les faits le problème véritable, lorsque la contradiction et sa signification réelle sont devenues trop voyantes, trop flagrantes, il leur a suffi de jouer sur les mots, de parler du «problème palestinien» comme une partie, un élément accessoire de la «crise du Moyen-Orient», du «conflit israélo-arabe».

Et grâce à leur influence intellectuelle, ils ont instauré parmi nous, parmi nos cadres, les discussions interminables sur «la solution». Ce n'est pas, dit-on, aussi simple qu'au Vietnam, la Palestine n'est pas le Vietnam, et les «arabes» ne sont pas les vietnamiens, n'ont pas leur expérience, leurs forêts, etc... D'autre part, les «boys» américains n'attendent que le jour du départ, ne sont pas comme les juifs de Palestine qui ont le «dos à la mer». Enfin, les vietnamiens ne subissent ni les interventions, ni les divisions entre gouvernements et partis du Moyen-Orient. Et à partir de là, «la solution» est recherchée à travers les problèmes de la Ligue Arabe, la stratégie de l'Union Soviétique, etc... si bien que la Résistance Palestinienne devient un «élément nouveau» né de la guerre de 1967, qui change les données, qui empêche Hussein de négocier... Les cercles vicieux naissent, prennent forme, et en désespoir de cause, l'on revient insensiblement aux critères de jugement façonnés par vingt ans de conditionnement intellectuel et l'on se donne bonne conscience en s'enfermant dans l'attitude de spectateur attentif mais inquiet.

C'est pourquoi nous avons insisté sur le fait que la remise en question provoquée par la guerre de 1967 et accélérée par le développement de la Résistance Palestinienne, est encore très partielle, ne porte pas sur l'essentiel. Tant que le principe moteur n'est pas le postulat de départ, tant qu'on recherche et discute des solutions autres que celle que le principe porte en lui-même, on reste un arabe parmi les progressistes d'Europe, un progressiste d'Europe introduit dans les rangs arabes pour y entretenir le débat qui existe et doit rester dans les rangs des envahisseurs. Mais ce n'est là que le côté intellectuel du problème.

b) Conséquences pratiques.

Précisons tout d'abord que l'engagement intellectuel aux côtés du peuple palestinien n'a aucun sens s'il ne se traduit pas par un minimum de participation sur le front de la propagande et du rassemblement de ressources financières, et dans l'action plus

nécessaire que jamais, en vue de localiser les intérêts et activités sionistes dans le pays pour les dénoncer et les combattre. Cela pose automatiquement des «problèmes délicats de politique intérieure»! Répétons-le, le degré d'engagement aux côtés du Peuple Palestinien est directement lié, fait partie intégrante, du degré d'engagement intellectuel et pratique dans le Mouvement de Libération à l'intérieur et à l'extérieur (dans certains cas il s'agit même d'intérêts qui craignent la mainmise sioniste sur certains secteurs de l'activité économique).

Or, il se trouve que l'attachement au principe moteur de toute action patriotique de libération, qui porte en lui-même la solution et les moyens de la libération, exige dans le cas de la Palestine une conception globale, une prise de position globale à l'égard de la féodalité arabe inféodée à l'impérialisme, et dont la passivité complice a été la raison déterminante de la création d'Israël. Signaler que Hussein, lors du «Sommet Islamique», a tenté d'éviter que soit mentionné et soutenu le droit du peuple palestinien, ou qu'il a tenté d'obtenir que le délégué du peuple palestinien parle à partir des sièges réservés à la Jordanie, c'est choisir entre deux camps, deux conceptions, deux groupes d'intérêts opposés. Le camp de tous les féodaux et de tous les réactionnaires du monde arabe, qui, au lendemain de la guerre de juin 1967, faisaient de Hussein un «héros» et ont manifesté toute leur haine vis-à-vis de Nasser, s'appliquent à présenter «la crise du Moyen-Orient» comme un conflit entre Etats voisins.

Tous les efforts d'Israël tendent à entretenir la même impression, la même confusion, en multipliant les opérations aux frontières, en exigeant le principe de la négociation, ce qui permet simultanément :

- d'éviter la discussion sur l'existence d'Israël et de présenter la Résistance Palestinienne comme un épiphénomène, une action complémentaire à la guerre de position ou d'usure menée par les armées arabes officielles;
- de justifier ses prétentions relatives aux hauteurs stratégiques et aux frontières sûres et garanties, tout en exigeant des Etats arabes voisins qu'ils se rétablissent dans le rôle de policiers du sionisme contre les palestiniens, sans quoi Israël n'aurait que faire de la reconnaissance par les Etats arabes ;
- de multiplier les actions d'éclat sur les lignes de cessez-le-feu, pour que la lutte de libération menée par le peuple palestinien, soit reléguée au second plan, couverte par «l'agression contre les Etats arabes».

Et les Etats arabes à gouvernements féodaux, continuent à jouer le jeu, à limiter leurs «ambitions» à la liquidation des «séquelles de l'agression» bien qu'elle continue, ce qui leur vaut d'être qualifiés de modérés ou de réalistes.

Tout cela ajouté aux considérations de politique internationale, aux concertations des grandes puissances, à la stratégie bien connue de l'U.R.S.S., renforcent les faits qui donnent aux hostilités toutes les apparences d'un conflit qui oppose des Etats voisins. Et de fait l'Etat d'Israël existe, est en guerre avec les Etats arabes voisins, et continue à recevoir de l'Impérialisme et du réseau sioniste international suffisamment d'armes et

d'argent pour tenir tête à ses voisins. Encore faut-il tenir compte de ce que la situation actuelle est déjà radicalement différente de ce qu'elle était il y a moins de dix-huit mois, même si l'on s'en tient aux relations et rapports de force entre Etats. Quantitativement et qualitativement, le rapport des forces militaires se transforme rapidement, si l'on veut bien se rappeler que l'armée de la R.A.U., inexistante il y a deux ans, s'est progressivement et efficacement installée dans une stratégie offensive.

Mais guerre de positions ou d'usure, la libération de la Palestine n'est pas l'affaire des armées arabes officielles, ce que ni la R.A.U., ni la Syrie, l'Irak, l'Algérie, le Soudan ou la Libye ne prétendent d'ailleurs. Simultanément ni les gouvernements de ces pays, ni aucun mouvement progressiste arabe ne prétend non plus qu'il s'agit «de liquider les séquelles de l'agression», c'est-à-dire d'obtenir l'évacuation des territoires occupés en 1967 et de laisser le peuple palestinien à son destin. Ils dénoncent au contraire ceux qui le prétendent, ou parlent de «la libération des lieux saints» pour dire exactement la même chose et camoufler par la même occasion le caractère anti-impérialiste du conflit.

C'est au peuple palestinien de libérer sa patrie, y compris les lieux saints qui s'y trouvent. Le soutenir c'est d'abord lui reconnaître le droit de déterminer les moyens et méthodes de sa libération, étant entendu que la libération de la Palestine est un problème posé à chaque arabe comme devoir national et patriotique, d'où la nécessité de reconnaître au peuple palestinien chassé de son territoire, le droit de considérer chaque portion du territoire arabe comme base de préparation et d'organisation, matérielle et militaire, de la lutte. Cela suppose que le problème du lien entre la libération de la Palestine par le peuple palestinien d'une part et les relations de guerre opposant l'Etat d'Israël aux Etats arabes voisins, soit posé comme suit :

- c'est en l'existence même de l'Etat d'Israël que consiste la véritable agression, l'agression première qui est la cause du conflit actuel (quel que soit le nom qu'on lui donne);
- cette agression a été et continue à être une partie de la stratégie impérialiste appliquée au Moyen-Orient pour y créer et y perpétuer une situation favorable à l'exploitation des richesses pétrolières;
- par conséquent, la libération de la Palestine suppose la disparition de l'Etat d'Israël, c'est-à-dire une lutte contre l'impérialisme à l'échelle du monde arabe.

Poser le problème en ces termes, n'est ni de l'extrémisme, ni de la modération, ni du réalisme, ni de l'idéalisme. C'est tout simplement l'objectivité élémentaire qui constate des faits indiscutables et indiscutés, qui consiste à énoncer des évidences, mais des évidences qui ne sont pas mensongères. C'est avant tout se libérer de celles qui sont attachées à la pensée néo-coloniale, et regarder les phénomènes internes au Moyen-Orient sans en retenir uniquement les aspects extérieurs et négatifs.

Nous y avons longuement insisté pour montrer que la libération de la Palestine, la libération tout court, exige d'abord la libération de la pensée, ce qui suppose au préalable une remise en question globale des conceptions fondées sur l'idéologie descriptive

bourgeoise. En fin de compte, la responsabilité des cadres et leur passivité à l'égard du problème palestinien, fait partie d'une attitude globale, intellectuelle et pratique vis-à-vis du mouvement de libération en général.

Omar Benjelloun

PRESENTATION DU PROJET DE RAPPORT IDEOLOGIQUE

Camarades,

La décision de préparer et de tenir le Congrès Extraordinaire des 10, 11 et 12 janvier 1975 est l'expression d'un choix profond et global. Malgré les contraintes imposées à notre Parti, et bien que des centaines de nos militants se trouvent encore dans les prisons, connues ou non, les militants de l'Union Socialiste ont décidé ensemble de poursuivre le travail en vue de l'application des décisions et des résolutions qu'ils avaient définies avant les événements du 3 mars 1973.

Les travaux préparatoires à ce Congrès ont été une relance effective de la clarification globale dans les domaines idéologique, politique et organisationnel. Et, c'est avec fierté que nous pouvons affirmer que :

- Nos les objectifs soumis au Congrès ont été le fruit d'un travail collectif et d'un débat démocratique, tant au niveau de la direction que de la base.
- Les Congressistes ne sont que de simples délégués de la base, choisis en fonction de critères discutés, adoptés et appliqués démocratiquement, mais aussi et par-dessus tout, ils expriment les idées et les remarques collectives dont ils sont les messagers.
- Le projet de rapport idéologique qui précise la stratégie et l'option fondamentale de l'Union Socialiste, a fait l'objet de débats sérieux, à la base du Parti, depuis un mois.

Nous pouvons affirmer que, bien que le Congrès soit extraordinaire, car préparé et tenu dans des conditions exceptionnelles, il n'en demeure pas moins le Congrès de la base de l'Union Socialiste, de tous les militants sincères et conscients de leur responsabilité historique. C'est le Congrès de la constitution du mouvement populaire de libération nationale dans notre pays.

Mais la continuation ne signifie nullement stagnation dans la pensée et les méthodes. Bien au contraire, il s'agit de la continuation dialectique de la lutte, considérant les conditions socioéconomiques et politiques dans leur mouvement perpétuel, et ce qui en résulte comme mutation interne des forces sociales en lutte, et par conséquent comme changement de domaine et de forme de la lutte des classes, du point de vue social, politique et idéologique.

L'Union Socialiste, intégrée dans cette lutte, en constitue le pivot. Elle a connu depuis sa création des changements radicaux dans sa base sociale, dans ses organes et dans son orientation : l'Union Socialiste est bien le reflet vivant de l'évolution qui s'est opérée dans la société marocaine et dans les aspirations des masses populaires (ouvriers, paysans, artisans et intellectuels).

S'il existe des contradictions dans nos rangs, nous nous en réjouissons car ce sont les contradictions portées par un même mouvement historique, celui qui garantit la poursuite et le renforcement de la lutte de libération que mène notre peuple depuis 70 ans.

Le congrès de ce mouvement a été préparé par :

- Le paysan qui a combattu les armées d'occupation au cours du premier quart de siècle ;
- L'ouvrier qui a pris les armes pour abattre le colonialisme ;

- Le jeune qui milite actuellement pour la libération et le socialisme.

Ces trois potentialités ne sont liées, ni par les sentiments, ni par la fidélité à un passé proche et lointain, mais par la lutte concrète, chose qui ne peut se réaliser par le simple verbiage et un ensemble de slogans creux, mais par la mobilisation et l'encadrement permanents des masses avec l'acceptation de tous les sacrifices nécessaires.

Ce qui les regroupe, c'est un esprit et une détermination commune sur la base des trois principes suivants :

I- La volonté de détruire les structures économiques, sociales et culturelles néo-coloniales qualifiées de « sous-développées » ;

II- La conviction que l'abolition de ces structures ne peut se réaliser que par le choix socialiste basé sur la participation effective de masses. Ce choix ne peut donc être réalisé que par la planification socialiste et ce qu'elle suppose comme institutions démocratiques et populaires qui définissent les options et veillent à leur exécution par la mobilisation des masses, aidées d'un appareil administratif soumis à leur volonté, au niveau local, régional et national ;

III- La concrétisation de cette volonté et de cette conviction par la pratique du centralisme démocratique au sein du Parti pour en faire l'instrument capable de mobiliser les masses et d'atteindre les buts et aussi pour en faire un modèle de la société que nous voulons construire.

Camarades,

La préparation et la tenue de notre Congrès sont un départ décisif pour la clarification englobant divers domaines de la vie de notre peuple et mettant fin aux interprétations et aux tentatives de falsification et de déviation, au moment même où notre peuple est menacé de famine dans les prochains mois.

C'est dans ce cadre que la Commission Préparatoire au Congrès a rédigé le Rapport Idéologique, rapport qui a été discuté par la base et que sera amené à améliorer la Commission Idéologique lors du Congrès, à partir des remarques et des suggestions issues des cellules, sections et provinces.

Les considérations prises par la Commission Préparatoire pour la rédaction du Rapport Idéologique sont les suivantes :

- Premièrement : répondre clairement aux problèmes qui nous sont posés en tant que mouvement socialiste travaillant pour canaliser toutes les énergies des masses populaires. C'est là une tâche d'autant plus difficile que notre pays connaît des circonstances où dominant la confusion et toutes les sortes de déviation.

- Deuxièmement : préciser la méthodologie d'analyse et la façon de poser les problèmes et d'y apporter des solutions : c'est-à-dire les conceptions et les méthodes scientifiques dans l'analyse. Nous entendons par ceci les principes du matérialisme historique et dialectique

nous permettant de définir clairement la théorie de socialisme scientifique. Nous insistons non seulement sur l'absence de contradiction mais aussi sur la complémentarité fructueuse entre cette théorie et les principes et traditions progressistes de notre civilisation arabo-islamique.

- Troisièmement : La troisième considération découlant des deux précédentes concerne la nécessité de lever tout équivoque ou mystification sur le sens de la « société socialiste » que nous voulons édifier, sur les liens solides existants entre la libération, le développement et la démocratie qui sont les aspects complémentaires d'une stratégie globale, enfin montrer les liens étroits existants entre les buts et les moyens à mettre en oeuvre pour les réaliser.

Il faut expliquer ces considérations car elles constituent le point de départ de tous les rapports et motions soumis aux congressistes et la toile de fond du rapport Idéologique.

Ière considération : LA NECESSITE D'UNE VISION GLOBALE COMME BASE POUR NOS PERSPECTIVES STRATEGIQUES ET NOTRE COMPORTEMENT TACTIQUE :

Chers camarades,

L'Union Socialiste ne prétend pas apporter une idéologie nouvelle ou un socialisme particulier, car le socialisme est unique, tant par ses méthodes que par ses buts. Il est basé sur la propriété collective des moyens de production et d'échange dont bénéficient les travailleurs au moyen de leur organisation propre ou de l'appareil d'état qui est lui-même à leur service et sous leur contrôle par le biais de leur organisation politique et professionnelle.

Toute autre interprétation n'est qu'égarément et confusion utilisés à des fins répressives par la réaction et les classes exploiteuses. La confusion est une arme efficace qu'utilise la réaction pour affronter les mouvements de libération nationale, lui permettant d'abord de cacher sa vraie nature et son véritable rôle et de masquer les raisons profondes de sa politique répressive et de poursuite permanente des militants.

Cette première considération est une nécessité de clarification de la nature et de la spécificité des luttes socio-politiques dans les circonstances que l'on qualifie de sous-développement et de lutte contre le sous-développement, concepts et slogans véhiculés par les techniciens et les penseurs de l'impérialisme. Ce dernier dicte à la réaction locale les slogans à diffuser et les moyens de confusion à employer, ainsi que les solutions adéquates lui assurant la continuité de ses intérêts et le renforcement de l'emprise coloniale, pour maintenir notre pays dans un régime d'exploitation international.

Aujourd'hui, alors que l'impérialisme est en déclin, du fait de l'inflation, de la crise d'énergie et même au recul que lui imposent les mouvements de libération populaire dans les trois continents, les responsables au Maroc se plaignent du manque de liberté en politique extérieure. C'est cela même que nous appelons depuis 15 ans par son vrai nom : « l'aliénation ».

La solution sur laquelle se rabat aujourd'hui le pouvoir n'est que palliative et livrée au bon vouloir du marché international. Ceci est de règle depuis 1960, date à laquelle il a fait avorter la tentative de libération économique.

On assiste donc à la continuation de la même politique justifiée par le « libéralisme », et qui, au nom de la « Marocanisation », ne fait que consolider les structures économiques néo-coloniales et renforcer par les privilèges une minorité de féodaux et de compradores. C'est dans ce sens que la nationalisation et l'élargissement du secteur public et semi public ne représente nullement la mise à la disposition du peuple des moyens de production et d'échange car l'appareil d'état est toujours au service de ceux qui consolident les structures néo-coloniales, la prise en main par l'Etat de larges secteurs de production et d'échange montre l'incapacité de la bourgeoisie à promouvoir l'industrialisation.

Bien plus, la bourgeoisie, ne voulant pas prendre de risques pour ses capitaux, ne fait que puiser dans les fonds publics et utiliser l'appareil d'état comme instrument de commercialisation.

Après avoir levé toute équivoque sur le concept de « sous-développement » et démontré le lien entre le développement du pays et la remise en cause des structures néocoloniales, le Rapport Idéologique s'est attaché à analyser l'unité dialectique qui existe entre le renforcement des liens de dépendance et la dégradation économique, sociale et culturelle des masses populaires.

Ainsi ? Face à cette réalité que nous vivons chaque jour, nous assistons depuis 15 ans à diverses positions qui ne sont, en fait, que des calculs tactiques :

- Certains pensent établir des programmes ne font qu'énumérer des revendications sans préciser les liens entre elles et sans définir les moyens de leur réalisation.
- D'autres n'arrivent pas à faire la distinction entre patriotisme et marocanisation de l'économie, alors qu'ils demandent une justice sociale.
- D'autres encore brandissent depuis 10 ans le slogan : « changement radical des structures socio-économiques au bénéfice des masses ». Mais ils ne donnent pas la signification scientifique de ce changement et rejettent d'avance toute participation des masses à la mise en place des institutions capables de préciser le concept réel et la nature des transformations présumées.
- D'autres prennent ce même slogan et ne cessant de louer le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière ; mais ils n'avancent pas les moyens pratiques pour donner un contenu concret à ce slogan.
- D'autres enfin appellent au réalisme, au nom du matérialisme scientifique, et ne tiennent aucun compte de l'évolution des données de la lutte socio-politique.

Ainsi, les prises de position, les programmes et les slogans sur des analyses abstraites et une stratégie qui s'adapte aux situations éphémères. En fait ceci s'explique par l'absence de critères et par la pratique de directions politiques (depuis l'indépendance) qui conçoivent la lutte politique sous forme de communiqués, d'assemblées d'information et de propagande. Ceci se résume à une pratique parlementariste et à la référence à des critères de « représentativité », sans qu'il y ait d'institutions représentatives.

Mais, malgré la dialectique de la lutte des classes, des événements et des conditions matérielles et objectives des masses populaires, et malgré les résultats néfastes de la

politique du pouvoir, celui-ci se maintient avec son appareil étatique centralisé : « makhzen ».

Au sein des masses, se trouvent particulièrement les jeunes préoccupés, non par le passé, mais sur la situation présente qui n'offre qu'obscurité et incertitude pour l'avenir.

En effet, la jeunesse, qu'elle soit illettrée ou instruite, refuse les complications et l'obscurantisme, exige des éclaircissements et aspire à une pensée globale et cohérente qui ne justifie pas la réalité mais explique plutôt les solutions nécessaires pour la changer. C'est ainsi que l'énergie de cette jeunesse se canalise vers :

- Des « modèles » socialistes abstraits imitant la jeunesse européenne révoltée au nom du « marxisme-léninisme » ;
- La recherche de la « cité idéale et vertueuse » de Omar Ibn Khattab, s'enfonçant dans le mysticisme ;
- Une attitude d'indifférence et de désespoir vis-à-vis des organisations nationales et progressistes dont on ne fait qu'attendre les résultats concrets, sans se mêler aux luttes qu'elles mènent.

Ces attitudes de certains groupes de jeunes ne sont en réalité que le reflet des conditions matérielles et des aspirations profondes des masses populaires :

- que se soient des ouvriers dont les luttes sont analysées et avortées par l'appareil bureaucratique de l'U.M.T ;
- ou les paysans réprimés par l'appareil d'état qui, par sa « réforme agraire » renforce les nouveaux colons marocains ;
- ou les petits fonctionnaires qui subissent toutes sortes d'oppression et d'humiliation par crainte du licenciement et du chômage ;
- ou les artisans et petits commerçants qui aspirent à un emploi stable et à un revenu assuré.

Toutes ces couches et classes sociales aspirent à une vision claire et globale à la fois des origines des problèmes, des solutions à envisager, que des moyens à mettre en œuvre ; tous, d'une manière instinctive, aspirent au socialisme comme ordre social ; Or, ils ne prennent de l'idéologie socialiste que le côté critique alors que la réaction concentre sa propagande sur la falsification des expériences des pays socialistes, en « camouflant » tous leurs acquis positifs et en menant un grand tapage sur leurs problèmes.

Toutes ces vérités rendent nécessaire la clarification totale. Ainsi, la première considération, dans le projet de Rapport Idéologique, a été de définir notre choix idéologique avec précision et clarté, et ce sur la base d'une analyse globale de la réalité objective, sans affirmation fortuite. C'est dans ce but que la Commission Préparatoire a présenté une plateforme pour les discussions menées depuis un mois à la base du Parti. A partir de cela le Congrès Extraordinaire définira les fondements idéologiques de notre stratégie et de nos comportements tactiques.

La clarification idéologique et par suite la marche éclairée dans la lutte, la libération et la construction signifient la détermination des critères pour juger les positions tactiques et distinguer ce qui représente une victoire de ce qui est une défaite. Cela nous oblige à

l'analyse des problèmes en profondeur et avec clairvoyance, en donnant la priorité au fond et non à la forme.

La définition précise de notre option idéologique ne signifie nullement le refus des solutions transitoires ou des alliances stratégiques ou tactiques sur des luttes et des points précis. Au contraire, une vision claire et lointaine donne un sens à toute résolution et agissement, en nous permettant de prévoir les compromis qui pourraient renforcer le mouvement de libération ou qui risqueraient de le détruire pour une longue période.

Cela est une évidence de la pensée socialiste et c'est pour cela que nous avons affirmé dès le début que le socialisme est un moyen et un but, et que nous ne prétendons nullement venir avec une idéologie nouvelle ou avec un socialisme particulier.

Et malgré tout, on ne pourrait se contenter de déclarer l'appartenance de notre parti au socialisme scientifique, sans que cela entraîne le contraire de ce que nous voulons, à savoir la confusion et la diffusion de slogans abstraits vidés de leur sens.

2ème Considération : ADOPTION DU SOCIALISME COMME METHODOLOGIE D'ANALYSE ET DE LUTTE, SANS COMPLEXE, TOUT EN REFUSANT LES SCHEMAS ABSTRAITS ET L'IMITATION DES EXEMPLES ETRANGERS.

Camarades,

Partir d'une vue d'ensemble cohérente pour la libération et le changement en faveur des masses laborieuses, ne serait qu'un slogan démagogique si l'on reste sur des concepts abstraits, fondements de la pensée bourgeoise réactionnaire.

Il faut être vigilant et se méfier du nouveau style qu'utilise la réaction pour semer la confusion et en particuliers l'utilisation de slogans progressistes et de terminologie socialiste dénuée de tout fondement scientifique et dialectique.

Servir l'intérêt des masses populaires et œuvrer pour la vérité et seulement la « vérité » quelles que soient les conditions et circonstances, nécessite de s'appuyer sur les principes du socialisme scientifique et à considérer l'influence de l'esprit réactionnaire, non pour lui céder, mais pour l'affronter et dénoncer les procédés d'hypocrisie, d'obscurantisme et de menaces, toujours utilisés et imposés par les classes exploitantes.

Pour cela, il faut définir la nature et les rôles des classes exploitantes pour ce qui est de leurs intérêts tangibles et de leur position dans le système d'exploitation aux échelles locale et internationale. Alors qu'elles ne voient dans la « marocanisation de l'économie » que leur substitution aux colons dans l'exploitation de la terre et des masses populaires, les classes dirigeantes, en prétendant protéger notre peuple contre l'influence des idées étrangères et être son porte-parole, s'octroient le rôle de défenseur du patrimoine et des pseudo-traditions.

La réaction, dans notre pays, adopte sans gêne les concepts de la pensée bourgeoise occidentale et imite sa façon de vivre, et ce au nom du progrès et de la civilisation. En même temps, elles ne répriment les idées occidentales que lorsqu'elles sont celles des masses laborieuses et là, c'est au nom des principes religieux qu'elle justifie la répression.

Depuis trente ans, notre peuple subit les conséquences de cette hypocrisie et de ce double jeu ; mais la connaissance ne peut rester « la chasse gardée » des serviteurs de la

bourgeoisie, et par conséquent, il est de notre devoir de mettre en relief la vérité et la clarté objectives. Le problème ne réside pas dans l'opposition entre tradition et progrès ni entre nos idées et celles émanant de l'étranger. Le fond du problème se trouve dans la lutte entre deux idéologies : celle des exploités et celle des masses laborieuses que ce soit dans notre pays ou à l'étranger.

Longtemps abusées par le slogan trompeur de libéralisme, les masses populaires optent consciemment pour le socialisme scientifique, seule voie capable de réaliser nos aspirations. En effet, l'idéologie des masses, c'est le socialisme scientifique à savoir une méthode d'analyse qui part des réalités tangibles. C'est la science du changement et du mouvement qui refuse de soumettre les réalités à des schémas stéréotypés et figés. C'est ce que représente pour nous le socialisme scientifique : - une méthode d'analyse de la société, de ses contradictions et de ses changements, non pas une philosophie ou une tentative d'expliquer l'être, ni des citations que l'on ressort selon les circonstances comme si c'était les articles d'un code. En effet, l'adoption du socialisme scientifique pour nos analyses et nos luttes signifie pour nous que les expériences vécues par les états socialistes restent de simples expériences que nous étudions comme accomplies dans des circonstances historiques et locales précises.

Ceci parce que nous refusons les schémas préconstruits et l'imitation d'expériences n'ayant aucune relation avec nos circonstances et nos réalités propres comme nous refusons toute définition de notre fonction idéologique et politique par comparaison ou par référence à toute expérience et à tout pays socialiste.

Nous refusons ces interactions qui ont causé la division des mouvements progressistes. Le socialisme scientifique nous a permis d'analyser les changements propres à notre pays à partir de l'immixtion colonialiste. Ceci nous met en position d'avant-garde pour définir la réalité et les causes de ce que l'on appelle le sous-développement, tout en faisant des travaux de notre Congrès, une contribution à enrichir la pensée socialiste.

Nous avons montré d'une part la réalité de certains concepts réactionnaires toujours en vigueur, et d'autre part, nous avons aussi montré le manque de sérieux de quelques schémas révolutionnaires ou prétendus tels qui brandissent au nom du socialisme scientifique des slogans comme : la révolution démocratique nationale.

Notre choix exprime la volonté des masses qui jaillit de la dialectique des luttes et des changements qui ont affecté le mouvement de libération populaire. Les militants qui ont garanti et qui garantissent toujours la continuation du mouvement de libération populaire sont les représentants authentiques de notre peuple et de ses traditions : traditions de vigilance, d'initiative, et de sacrifice contre toute tentative de domination depuis des siècles ; traditions de défense de notre existence en tant que nation et civilisation arabo-musulmane.

Pour le peuple, il n'y a pas de contradiction entre l'authenticité et le modernisme : la pensée socialiste émane du nationalisme progressiste tourné vers l'avenir et dénie le nationalisme réactionnaire tourné vers le passé. Notre patrimoine n'est pas un amas de choses du passé, mais la réalité vivante qui concrétise le fruit d'une évolution historique.

Le patrimoine est ce que portent les masses populaires comme potentialité et aspirations vers la justice et les principes sains refusant l'esclavage et l'anéantissement, la force du

changement, la volonté de libération sont les traditions concrétisées dans nos réactions communes ; la vigilance et l'initiative qui caractérisent toujours notre peuple constituent la première conclusion qui conduit à l'adoption du socialisme scientifique sans complexe ni équivoque et au service de la vérité.

Là s'impose une autre conclusion : toutes les complications et confusions trouvent leurs causes dans la double exploitation qu'ont subi le peuple marocain ou tout autre peuple qualifié de « sous-développés ».

Outre le pillage des individus, du fait des relations de la production capitaliste existe un pillage collectif de notre nation en tant que être, civilisation et culture. Pillage de toute une société à travers sa soumission du pays et de ses habitants aux exigences du développement de l'économie néo-colonialiste.

En fin de compte, la libération se verrait vidée de tout son sens dans, la pratique, sans solutions pour une stratégie globale visant à liquider en même temps ces deux formes de pillage.

C'est la 3ème considération qui a inspiré les travaux du Comité de Préparation du projet de rapport idéologique : considération du lien dialectique entre le développement, la démocratisation, la libération et la construction socialiste. La perspective d'une solution pour l'avenir n'est en fait que l'ensemble des conclusions logiques d'analyse historique.

3ème Considération : UNE STRATEGIE D'ENSEMBLE FONDEE SUR LE RAPPORT DIALECTIQUE ENTRE LA LIBERATION, LE DEVELOPPEMENT, LA DEMOCRATIE, ET LA PLANIFICATION SOCIALISTE, DANS LE BUT DE CONSTRUIRE UNE SOCIETE ET UNE CIVILISATION SOCIALISTE CORRESPONDANT AUX SPECIFICITES DE NOTRE PEUPLE.

Camarades,

Montrer la vérité du sous-développement nous mène à insister sur une vérité essentielle concernant la nature et le rôle de l'appareil d'Etat qui n'est pas une superstructure reflétant l'évolution des conditions objectives de la société marocaine mais l'organisateur de ce sous développement.

Mieux encore, l'Etat fictif conservé par le protectorat comme paravent s'est effondré lors de la proclamation de l'indépendance. Et on a vu l'appareil administratif et répressif se marocaniser, se développer et chercher les lois de 1935 et 1939 pour contrer le mouvement national et progressiste.

Cela s'est produit à partir de la suspension du 1er plan quinquennal qui constituait une tentative pour l'indépendance économique effective, plan qui considérait la modification des structures étatiques comme condition sine qua non de conditions de modification de structures économiques. Ceci au fait que l'Etat n'est pas une superstructure mais fait partie intégrante des structures économique, sociale et politique coloniales comme le confirment des expériences tangibles.

Ainsi, la disparition de la politique d'indépendance économique s'est accompagnée de la disparition du projet d'édification d'institutions démocratiques. Le fonctionnement de l'appareil et son rôle ne sont compatibles ni avec l'existence d'institutions représentatives

ni avec la discussion et le contrôle parce que c'est un appareil édifié initialement pour le contrôle du Makhzen et la soumission des masses marocaines.

Les principes et concepts de la démocratie « Européenne » perdent leur sens car elles sont le fruit du système capitaliste avec sa base matérielle, sa technologie, ses principes, et ses institutions politiques et culturelles. L'inexistence d'une industrie de base dans notre pays doit inspirer toutes les solutions dès lors que c'est la cause du sous-développement dans tous ses aspects, source de la dépendance économique et technologique avec toutes ses conséquences (sociales, politiques, culturelles). C'est l'inexistence d'une industrie de base qui fait que chaque secteur vital de notre économie soit dépendant du marché extérieur avec toutes les conséquences néfastes que cela comporte (elles sont d'ailleurs officiellement reconnues de nos jours).

Cette vérité se retrouve dans tout Etat sous-développé dirigé par la féodalité et la bourgeoisie et ceci quelle que soit la nature de son régime politique. C'est pour cela que l'analyse globale conduit inéluctablement à la stratégie globale de libération et de construction socialiste (ceci a été exposé avec tous les détails dans le projet de rapport idéologique).

Nous signalons aux patriotes authentiques qu'ils doivent souscrire et appeler au moins aux deux solutions qui s'inscrivent nécessairement dans une politique de libération effective à savoir d'une part l'édification d'une industrie de base qui sera le moteur de l'économie nationale, et d'autre part, la gestion et le contrôle du commerce extérieur par l'Etat.

L'authenticité de l'effort de développement et de libération nécessite la reconversion des structures de l'appareil de l'Etat et l'instauration d'une véritable démocratie. La spécificité de notre pays fait que la démocratie ne peut se limiter à l'installation d'institutions représentatives parallèles aux rouages de l'appareil économique et administratif. Ces institutions, quel que soit le degré de leur représentativité, deviendront inévitablement l'appendice de l'appareil, une façade à sa politique tant que celui-ci reste objectivement un instrument de subordination de la nation aux circuits de la domination extérieure.

Il ne peut en être autrement que s'il s'intègre à la société pour devenir sa représentation et sa « force organisée » pour devenir l'instrument de son développement et de sa libération. Le développement autonome nécessitera un effort d'accumulation très important c'est-à-dire de prélèvement sur les dépenses improductives et même sur la consommation des nationaux. L'acceptation des masses populaires qui portent l'essentiel de l'effort de travail ne peuvent accepter ces sacrifices que si elles sont conscientes d'être les bénéficiaires ultimes de cet effort de reconversion, lequel ne peut être engagé que dans le cadre de transformation de structures dans les domaines qui concernent directement la vie quotidienne des masses.

L'acceptation des masses populaires de cet effort de développement est conditionnée par leur participation à l'ensemble des décisions qui déterminent la finalité des sociétés, les choix fondamentaux, relatifs notamment au modèle de consommation, aux besoins matériels et spirituels et à leurs priorités respectives.

Ceci signifie la transformation de la nature des fonctions de l'appareil de répression et de contrôle pour en faire l'instrument au service du peuple à tous les niveaux ; au lieu que ce soit un appareil qui soumet le peuple aux exigences extérieures. Il reste que la mise en

place d'une industrie de base, le contrôle du commerce extérieur par l'Etat, la transformation des structures et de la nature de l'appareil étatique et de ses relations avec les citoyens et l'option pour une démocratie de mobilisation avec les décisions et les réformes qu'elle suppose ne peuvent se réaliser spontanément. Il faut pour cela une planification socialiste qui s'établit par des moyens démocratiques à partir de choix que les masses continuent à définir et exécuter.

Le rapport nous éclaire beaucoup sur les buts et les procédés de la construction socialiste partant de la triple équation qui constitue une vue globale faisant de la libération, du développement de la démocratie et de la construction socialiste des éléments dialectiquement liés faisant partie d'une seule stratégie qu'on exécute globalement et de façon dynamique.

La démocratie, pour nous, est un moyen et un but. Par cette démocratie, on peut mobiliser les masses pour la construction du socialisme. Le slogan Dictature du Proletariat est désuet même en Europe surtout que notre problème est justement l'industrialisation et la création d'un prolétariat. D'autre part, le but même de la construction socialiste est la liquidation du pillage individuel et de notre pillage en tant que civilisation et culture. Le développement économique sur le modèle des pays développés capitalistes ou socialistes ne met pas de limite à ce double pillage. Pour cela, il faut dès le déclenchement du processus de libération et de construction que l'on tienne compte des spécificités de notre société des éléments de changement qu'elle comporte, des traditions de travail collectif ainsi que de la nécessité d'enrichir le vrai patrimoine porté par les masses. C'est le sens que nous prêtons à notre refus des schémas préconçus et de l'imitation des expériences ; le but final de la construction socialiste étaient d'unifier une société et une civilisation ayant ses spécificités et de libérer l'homme marocain.

Chers camarades,

Nous exprimons nos espoirs, notre optimisme et notre confiance dans l'avenir des forces révolutionnaires (U.S.F.P. à leur tête) et dans la nécessité historique de la construction socialiste. L'esprit progressiste a pour essence et finalité l'optimisme autrement rien ne justifierait les luttes et rien ne justifierait ces luttes si nous prétendions monopoliser la vérité. Nous sommes amenés à considérer aujourd'hui notre effort comme un commencement de clarification et à faire en sorte que notre foi reste toujours solide et admettre la transformation à partir des leçons tirées des expériences enrichissantes. Notre réalisme émane du réalisme révolutionnaire qui analyse la réalité tangible pour la transformer au bénéfice du peuple. Notre regard vers les procédés et les moyens pour changer cette réalité dans la perspective de la libération et de la construction socialiste constitue le cadre idéologique de notre stratégie que propose notre camarade et leader Abderrahim Bouabid.

Il nous reste à souligner que l'analyse scientifique et le critère objectif ne sont pas les seuls qui déterminent les luttes et l'acceptation des sacrifices : en effet, il y intervient pour beaucoup le côté subjectif, celui de la fidélité aux principes révolutionnaires, celui de la fraternité et du non abandon de ses frères de lutte quelles que soient les circonstances, et

dont sont aussi fiers les militants U.S.F.P. porteurs du vrai patrimoine, celui du mouvement de libération populaire de notre pays.

Omar Benjelloun

III - Interview d'Omar Benjelloun avec le journal français Libération paru le 22 décembre 1975

L'HISTOIRE DU PEUPLE

Libération : quelle est la légitimité historique du Maroc sur le Sahara occidental ?

Omar Benjelloun : Il n'y a rien à prouver ; Le Sahara, c'est notre identité même. C'est le Maroc-Sud. Il n'y a pas à prouver que l'Occitanie est française.

Libération : C'est presque un argument d'Hassan II. Et puis, les occitans commencent à revendiquer leur autonomie

Omar Benjelloun Nous n'en sommes pas à ce stade. Vous, les marxistes européens, vous lisez trop souvent l'histoire des peuples à travers la vôtre. Je trouve qu'expliquer une entité nationale en y plaquant automatiquement la notion de territoire, c'est tomber dans la logique du colonisateur. Allal el-Fassi (de l'Istiqlal) revendiquait l'empire saadien du XVIème siècle : c'est comme revendiquer l'empire napoléonien. Quand à Laroui, notre historien, que vous considérez sûrement comme notre caution gauchiste puisqu'il publie chez Maspero, il se démène dans les notions éculées d'allégeance au pouvoir central. Ce n'est pas le problème à mon avis. Nous pourrions alors revendiquer tout le Sahara puisque les tribus nomades reconnaissaient l'autorité religieuse du sultan. A l'époque, l'Algérie et la Tunisie étaient turques et les Sahraouis ne voulaient pas faire allégeance à l'étranger.

C'est la résistance au colonisateur qui a cristallisé chez nous, au Maghreb, en Afrique, l'idée nationale. Ca, c'est la notion dynamique, révolutionnaire de l'Histoire, celle que fait le peuple. Je me moque que les dynasties marocaines soient toutes venues du Sud. Dans ce sens, ce serait plutôt aux Sahraouis à revendiquer le Maroc. Faux problème ! quand le pouvoir central s'affaiblissait, les principautés apparaissaient. Puis l'une d'elles l'emportait sur le maghzen et devenait le maghzen.

Les Marocains ont commencé à penser Maroc quand ils ont eu à se battre contre les européens. La résistance a débuté et fut la plus acharnée quand les Espagnols et les Français débarquèrent. Précisément dans le Sahara occidental, avec Ma-el-Aïnin, peu après 1900, puis dans le Rif, avec Abdel Krim. Tous deux s'opposèrent d'ailleurs au sultan parce que c'était un collabo, le « toi des roumis ». Ma-el-Aïnin, lui, prit même Marrakech. Ce sont nos premiers patriotes. C'est pourquoi le Sakiet-el-Amra et la ville de Smara sont pour nous sacrés.

L'ARMÉE DE LIBERATION

Libération : Qu'est-ce qui prouve que les sahraouis, en luttant contre le colonisateur, se sentaient Marocains ?

Omar Benjelloun : Parce qu'il n'y a pas eu deux résistances, une marocaine et une sahraouie, mais un seul et unique mouvement populaire de résistance. Il se concrétisa organisationnellement en 1954 dans l'A.L.N, l'Armée de Libération Nationale, qui naquit en même temps que sa sœur algérienne. Dans cette armée il y avait des marocains du Nord comme du Sud. Elle se battait de Tanger à La Güera. C'est de cet instant que date le

Maroc d'aujourd'hui. Lorsque Mohamed V remonta sur le trône, en 1956, il dut tenir compte du sentiment des masses qu'exprimait la gauche. Il envoya l'A.L.N au Sahara pour libérer la portion de territoire encore sous domination espagnole.

Le Sahara passa entièrement sous contrôle de l'A.L.N. Mais le roi, qui la redoutait, manœuvra pour s'en débarrasser. Il fut complice de l'opération « Ecouvillon » grâce à laquelle l'Espagne récupéra en 1957 le Sahara avec l'aide de l'armée Française d'Algérie. En 1959, le palais faisait arrêter les survivants. C'est le tournant. La monarchie reprend son vrai visage. Elle n'a jamais eu qu'un moyen : la collaboration avec l'impérialisme. Le drapeau de l'indépendance nationale c'est à nous qu'il a toujours échoué. Du début jusqu'à aujourd'hui.

LA COLLABORATION

Libération : A l'heure actuelle, pour le peuple, c'est plutôt Hassan qui fait figure de libérateur et, pour l'opinion progressiste internationale, vous semblez en être complices.

Omar Benjelloun : C'est encore une chose qu'un Européen ne peut pas comprendre : le processus de notre collaboration actuelle. Ce qu'il faut le mettre dans le crâne c'est que, pour la première fois dans l'histoire de la gauche, notre tactique n'est pas en contradiction avec nos objectifs et nos principes. Nous n'avons pas à concilier la libération du Sud et la révolution politique et sociale : c'est un seul et même problème, comme il y a vingt ans.

Pendant des années, nous avons été muselés : un tiers des nôtres en prison, l'autre en exil, le troisième en sursis. Le pays croupissait dans un immobilisme total. L'affaire du Sahara crée une dynamique nouvelle. Nous ne nous battons pas que pour des frontières définitives. Maintenant le peuple se remet à parler, se mobilise. Ça ne lui était pas arrivé depuis l'indépendance. Il y reprend goût. En un an et demi, depuis qu'Hassan nous a relâchés parce qu'il avait besoin de nous, notre mouvement s'est refait, avec presse, meetings, les jeunes nous rejoignent, nous progressons qualitativement aussi bien dans les fics que dans les usines et dans certaines régions rurales. Les partis d'opposition forment maintenant un front qui est en mesure d'exiger une démocratisation réelle du régime avec élections et participation au pouvoir.

Libération : Le premier bénéficiaire en est tout de même le roi qui était totalement isolé en 1973 après les deux coups d'Etat militaires et les grandes grèves.

Omar Benjelloun : Bien sûr qu'il en fait son profit, mais nous aussi. C'est un jeu subtil. Nous demandons le maximum, quitte à obtenir provisoirement moins. Quand Hassan a envisagé un referendum au Sahara, nous avons obtenu qu'il change d'avis et parle de libération nationale. Nous avons demandé qu'elle se fasse par un mouvement populaire armé. Il a dévié cela en marche pacifique, mais il a été contraint d'armer l'armée en laquelle il n'avait plus confiance. C'est un atout redoutable contre le régime. C'est le début d'un engrenage.

LA PACIFICATION

Libération : D'après des observateurs étrangers, votre armée aurait entamé au Sahara quelque chose qui ressemble à un génocide. On peut se demander alors si vous ne préparez pas les conditions d'une transformation au Nord sur le dos des masses sahraouies. N'as-tu pas peur que la gauche marocaine en sorte discréditée ?

Omar Benjelloun : C'était le risque. Une armée populaire serait entrée au Sahara en faisant une campagne d'explication. Depuis, la participation des forces royales à la guerre du Ramadan, sur le Golan, on connaît leur réputation de ne pas faire de prisonniers. C'est vrai qu'actuellement l'armée se livre au Sahara à une véritable « pacification »...

Libération : Au sens colonial ?

Omar Benjelloun : Il n'y a pas d'autres sens. On ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs. Au stade où nous sommes, nous ne pouvons plus reculer. Tu ne peux pas savoir l'importance émotionnelle qu'a pour nous le mot « at-tahrir » que l'on traduit très imparfaitement par le mot « libération ». Récupérer le Sahara, c'est une des données de notre raison de vivre. Même si ça devait renforcer provisoirement la féodalité, je dirai à l'extrême, que je m'en fous. La féodalité passera. Le Sahara restera.

Libération : Et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ?

Omar Benjelloun : Quel peuple ? Depuis quand 60000 personnes forment-elles un peuple ? C'est à peine la population d'une sous-préfecture. Elle se balade de surcroît de part et d'autre de trois frontières.

LE GATEAU AFRICAIN

Libération : Et le Front Polisario ?

Omar Benjelloun : nous y voilà. Les dirigeants du Polisario sont les fils de l'ex A.L.N. Ils ont fait leurs études à Rabat, ils ont milité à l'UNEM et à l'UNFP. A l'époque, ils ne demandaient qu'à s'intégrer. Quand il y a eu la vague d'arrestations de 1973, ils se sont réfugiés en Algérie comme bien d'autres Marocains avec eux. C'est là qu'on leur a monté le coup. Une bourgeoisie bureaucratique rapace qui veut se tailler la meilleure part du gâteau africain au prix du sous-développement maintenu de ses voisins s'est servie d'eux pour constituer une néo-colonie à bon compte. Elle avait commencé en Mauritanie, mais un peu tard. Cette fois-ci elle met elle-même le train en marche.

C'est même plus subtil encore. Le Polisario est une création commune de l'Algérie et de l'Opus Dei. Ils étaient partenaires économiques depuis longtemps. Ca remonte à Lopez Bravo. Un Etat fantoche leur aurait permis d'exploiter le sous-sol en commun impunément. L'Espagne a même encouragé ses harkis à rejoindre la rébellion. L'Algérie l'a équipée en Land-Rover et en cadres militaires.

Libération : Tu as des preuves pour les cadres ?

Omar Benjelloun : C'est évident. D'où les dirigeants du Polisario tiendraient-ils leur expérience militaire ? Si on avait laissé faire, dans dix ans le Sahara occidental devenait la 31^e Willaya algérienne.

Libération : Comment expliques-tu que le Maroc soit soutenu dans sa revendication essentiellement par les Etats réactionnaires ?

Omar Benjelloun : L'Algérie aussi a eu leur appui dans sa lutte de libération.

UN AMOUR DECU

Libération : D'où te vient cette acrimonie envers l'Algérie, alors qu'en 1963 l'UNFP prenait position contre Hassan dans le conflit algéro-marocain ?

Omar Benjelloun : C'est l'histoire d'un amour déçu. Nous avons eu foi dans la révolution algérienne. Nous pensions profondément que le Maghreb des peuples pourrait se faire sous son impulsion. Moi qui suis d'Oujda, je peux te dire qu'en 1962, je me suis senti aussi

Algérien que Marocain. Mais depuis, quelle métamorphose ! leur bourgeoisie n'a plus rien à envier à la nôtre, leur police à la notre, leur petit dictateur à la nôtre. Ils se sont acoquinés à l'impérialisme mondial autant que nos compradores. Ils ont fait la paix avec Hassan pour ménager leurs intérêts de classe. Ils ont livré à Oufkir nos militants réfugiés chez eux. C'est une infamie qu'on ne peut pas pardonner.

La seule manière positive de jeter les bases d'un Maghreb uni, c'était l'exploitation commune des ressources sahariennes : la vieille idée française de l'OCRS, mais au profit du Maghreb. C'est dans cet esprit que nous avons convaincu Mohamed V de ne pas récupérer Tindouf et le fer de Gara-Djebilt que lui proposait la France avant l'indépendance algérienne. Nous avons reproposé une coopération en 1967, deux ans après la découverte du phosphate de Bou Craa qui nous revient légitimement. On ne peut donc pas nous accuser de dire comme Djeha : « Ce qui est à toi est à moi, ce qui est à moi est à moi ». L'Algérie et le Maroc négocièrent régulièrement jusqu'en 1973. Et puis brusquement la position de l'Algérie se figea. Pourquoi ? Ce n'est pas clair encore. Je pense que cela correspond au moment où l'Algérie devint le leader des non-alignés. La prétention de jouer un rôle hégémonique. Mais on ne peut pas faire un Maghreb uni avec des partenaires inégaux.

Libération : 1973 c'est aussi l'année de la guérilla avortée des basristes, l'aile activiste de l'UNFP. Ils étaient partis d'Algérie. On peut l'interpréter comme un soutien de cette dernière à la lutte contre votre réaction.

LE PARI

Omar Benjelloun : S'il y a des gens qui peuvent s'enorgueillir d'avoir combattu notre réaction, c'est bien nous, pas Boumediene ni Abdeslam. Parmi nous il y a en effet nos camarades Basristes. Nous n'étions pas d'accord avec leurs méthodes mais nous sommes solidaires de leurs idéaux. Tu as fait allusion là à une époque très sombre de notre mouvement. Nous étions des boy-scouts. Nous avons tout perdu, politiquement et militairement. Parce que nous avons dissocié le politique du militaire. C'était une erreur stratégique que grave.

Aujourd'hui nous retrouvons une chance inespérée de les conjuguer. Une chance, pas une certitude. Peut-être sommes-nous déjà floués ; Peut-être apprendra-t-on un de ces jours qu'Hassan et Boumediene se sont réconciliés sur notre dos et sur celui des Sahraouis. Peut-être qu'au contraire l'armée et la gauche vont se retrouver unies comme au Portugal. Rien n'est joué. Je ne nie pas qu'il s'agisse d'un pari. Je sais que le mouvement révolutionnaire international nous observe et se pose des questions. Ma première réaction est de dire : laissez-nous tranquilles, vous ne saurez jamais combien nous avons souffert de notre impuissance jusqu'à aujourd'hui, nous cherchons un moyen de nous en sortir. Mais je me reprends et je pense : c'est dur, c'est curieux d'être lâché par l'ensemble de ses amis. Alors si nous nous trompons, les peuples jugeront.

**Propos recueillis par
Jean-Louis HURST**

TEMOIGNAGES

A Omar Benjelloun

*Omar, mon frère, mon camarade, ta parole nous manque.
Ton verbe belliqueux et ta pensée hardie nous manquent.
Tu fustigeais sans relâche les pusillanimes et les cauteleux,
Car tu étais animé, oui, tu étais habité par la colère des justes.
Tu te faisais l'avocat, des petits, des humbles,
Celui qui portait la parole des humiliés et des offensés de toujours.*

*Tu haranguais le peuple afin qu'il dise sa colère,
Afin qu'il ne se résigne pas
Ce peuple qui s'est mille fois levé,
Mais qui vit mille fois ses espérances défaites,
Ce peuple tu l'aimais, alors d'autres le méprisait.
Tu savais la profondeur de ses souffrances,
Mais tu savais aussi la force de ses révoltes,
Ses colères historiques qui faisaient trembler, jadis,
Ceux qui aujourd'hui le narguent.*

*Omar, mon frère, mon camarade,
Un funeste 18 décembre, il y a déjà trente-trois ans,
Tu es tombé sous les coups de mercenaires, armés par des scélérats.
Tu es tombé car tu coalisais les haines et les peurs des nantis et des puissants.
Tu n'avais point l'habitude de craindre, la peur t'étais étrangère,
Autant que la plus simple préservation de soi.
Tu aimais même défier, et ce sont tes amis qui tremblaient pour toi.*

*Omar, mon frère, mon camarade,
Les ennemis qui ont brisé ton corps, n'ont pu briser ton image.
Ton image est toujours vivace, ton exemple est toujours présent et fort.
Tu as vécu debout, vibrant d'énergie, engagé pour la justice jusqu'à la passion.
Tu nous a dis hier, et tu nous dis encore aujourd'hui: voici la voie droite.
Et je m'adresse à vous qui êtes la semence, vous qui êtes la jeunesse de ce pays,
Vous qui êtes le sel de la terre,
Suivez le chemin de l'honneur et restez-lui fidèles.*

Hassan HADJ NASSER
Montauban, le 8 novembre 2008

Zakya Daoud

Extrait de : « Les années Lamalif »

Tarik éditions – février 2007

... Omar Benjelloun, haut dirigeant de l'USFP, est assassiné devant son domicile de Casablanca, en face d'un commissariat, six jours après l'élargissement et la grâce de son frère Ahmed. Il est tué par un cordonnier islamiste de 21 ans immédiatement arrêté, maîtrisé par les passants, membre d'un groupe extrémiste dont les connections avec la police ne font pas de doute. Sur le moment, on comprend mal la raison de cet assassinat : Omar était pour la récupération du Sahara, mais préférait une guerre populaire à la marche verte. Il critiquait le processus électoral projeté, mais voulait passer un contrat avec Hassan II pour une alternance. Je l'avais vu quinze jours auparavant, au bureau d'Al Moharrir. Il m'avait longuement expliqué sa démarche politique. Ses propos étaient si mesurés qu'il m'avait semblé entendre un homme d'Etat, sérieux et responsable, qui entamait une ascension promettant d'être irrésistible. Je me souviens avoir pensé qu'Omar était alors plus dangereux pour le pouvoir qu'il ne l'était lorsque jeune militant excité il animait les réunions d'étudiants.

Apparemment quelqu'un avait fait la même analyse. Nous avons connu Omar à Paris en 1955 – 56 où il était étudiant en télécommunications. Nous l'avions suivi depuis nos retours respectifs au Maroc, au PTT d'abord où il était fonctionnaire et syndicaliste ayant subi les foudres de l'UMT, au milieu des luttes entre le syndicat et le parti, puis dans son cabinet d'avocat, profession acquise pendant ses nombreux séjours en prison. Il avait en effet été arrêté de juillet 1963 à avril 1965, de mars 1966 à septembre 1967, de mars 1973 au 26 août 1974, condamné à mort, atteint par un colis piégé. Torturé, sans cesse malmené, Omar était admirable de vitalité, d'enthousiasme, d'espoir. Le voilà foudroyé à 42 ans.

Mbarek EL Moutaouakil - PADS

Intervention - Commémoration du 33^{ème} anniversaire de l'assassinat de Omar Benjelloun
Paris – décembre 2008

Je tiens tout d'abord à saluer au nom du secrétariat national du Parti d'Avant-garde Démocratique et Socialiste, PADS, votre initiative de commémorer le 33^{ème} anniversaire de l'assassinat de notre cher camarade Omar Benjelloun, victime d'un crime orchestré par le pouvoir et exécuté par les forces obscurantistes. Cette initiative comme celles qui l'ont précédée témoigne de la fidélité et de l'attachement des militants de la gauche marocaine en général et du PADS en particulier aux idéaux et aux valeurs pour lesquels un grand nombre de militants ont sacrifié leur vie, connu les prisons ou pris le chemin de l'exil. Et c'est à cause de la défense de ces valeurs là qu'a été assassiné Omar Benjelloun, car il personnifiait par son courage sa détermination et la clarté de son analyse, les aspirations du peuple marocain à la liberté et à la dignité. Il était de ceux qui savait que lutter contre le despotisme, c'est lutter contre toutes les formes de discrimination et d'exploitation.

Le pouvoir présumait qu'en éliminant Mehdi Ben Barka et Omar Benjelloun, il parviendrait à éradiquer l'idéologie scientifique à laquelle nos martyrs et nos militants ont adhéré. Le pouvoir a certes pu attirer et intégrer une partie de la gauche, de ceux qui ont préféré profiter de l'opportunité offerte, quitte à retarder le processus d'évolution et de développement de notre pays.

Après plus d'un demi siècle d'indépendance, la situation économique, sociale et culturelle du pays n'a cessé d'empirer. Selon les instances internationales, qui ne sont ni révolutionnaires ni gauchisantes, 40% des marocains vivent en dessous du seuil de la pauvreté, quant au développement humain, le Maroc est classé à la 126^{ème} place.

Certes les années du despotisme sanguinaire sont révolues, mais rien ne garantit que cela soit définitif, car les institutions en place ne sont qu'une parade de démocratie et le gouvernement n'est là que pour entériner les décisions royales, car le chef de l'état détient tous les pouvoirs. Les libertés sont contrôlées à tel point que l'intellectuel, l'artiste et l'homme politique marocains s'autocensurent pour échapper aux poursuites toujours possibles. Les manifestations sont interdites ou soumises au bon vouloir des autorités, les sit-in sont dispersés par la force. Les couches laborieuses ne luttent pas seulement pour leur liberté ; ils luttent surtout pour le pain quotidien. La classe dominante, après les élections du 7 septembre 2007 et le taux d'abstention élevé, essaie de recomposer le champ politique en créant une nouvelle entité semblable au FDIC, fondé en 1963 par Ghédira pour semer la confusion et empêcher les masses populaires de lutter contre le makhzen. Celui-ci détient le pouvoir politique et économique, il permet à une minorité de jouir à outrance de la richesse et de l'opulence aux dépens d'un peuple qui souffre du chômage, de l'analphabétisme et de la misère.

Par manque d'infrastructures les intempéries et le froid tuent. La sous alimentation, l'habitat insalubre, l'absence de couverture sociale sont le lot quotidien de la majorité du peuple vivant dans des campagnes et les bidonvilles, à l'orée des grandes villes où la

bourgeoisie profite de façon éhontée de la richesse produite par un prolétariat urbain et rural qui vit dans le dénuement et la misère.

Dans cette situation de catastrophe, nous luttons pour construire un monde meilleur car comme disait notre camarade Omar Benjelloun « *militer, c'est aussi espérer* ». L'espoir est l'élixir qui permet au phénix de renaître de ses cendres, comme notre camarade Ahmed Benjelloun n'a cessé de le scander à chaque fois qu'il a parlé du PADS.

Mesdames et messieurs, chers camarades, sur cette note d'espoir, je vous remercie de votre attention et vous promets au nom de notre parti de rester fidèle aux valeurs humaines et nobles, pour lesquelles nombres de vous ici présents avez pris le chemin de l'exil et nombre de vos camarades ont connu les geôles voire même le peloton d'exécution. Mais répétons avec Omar :

«La terreur ne nous terrorise pas, l'assassinat ne nous extermine pas, et la caravane de la libération continue sa route avec détermination».

Merci de votre attention.

Mbarek El moutaouakil
Paris le 18/12/2016

Tarik Kabbaj

Ancien maire, USFP, de la ville d'Agadir entre 2009 et 2015.

Ma vie restera toujours marquée par ces hommes que j'ai eu la chance de connaître et qui ont fait l'histoire récente de notre pays.

J'étais enfant et mon père avait l'habitude de m'emmener avec lui quand il allait chez ses camarades. Ils avaient le souci du secret et parlaient avec un fond de radio pour brouiller d'éventuelles écoutes. J'étais impressionné par ces hommes qui, tout jeunes, s'étaient battus pour l'indépendance. Ils s'étaient connus à travers le mouvement national au cours de réunions clandestines ou en prison.

Parmi ces hommes, Omar Benjelloun a été de ceux qui m'ont le plus marqué. Je le rencontrai la première fois à Casa en 1961 dans un local de l'UNFP mon père lui avait remis un article sur Agadir et les problèmes des sinistrés qui attendaient dans la précarité un relogement que certains n'auront jamais. Ces hommes je les reverrai en 1963 lorsque j'allais rendre visite à mon père au parloir de la prison de Kenitra ou de Rabat.

Ces hommes étaient dignes malgré les tortures qu'ils avaient endurées. Omar savait qu'il encourait la peine de mort malgré cela remontait le moral aux familles qui venaient rendre visite aux prisonniers.

Ce n'est qu'en mai 1965 que je devais le revoir. Après sa libération (condamné à mort il sera gracié après les événements de mars 1965) il viendra rejoindre Mohamed BASRI qui l'avait précédé chez mon père à la ferme d'Amezou. Je le révérais pendant ses périodes de liberté lors de réunions du parti ou des réunions des étudiants Itihadis.

En septembre 74, après 7 ans de tortures, de procès en procès, de liberté retrouvée et aussi vite arrachée, menacé de mort (un coli piégé lui est envoyé ainsi qu'à Mohamed EL YAZGHI qui sera grièvement blessé), nous retrouverons un homme passionné, révolté, enthousiaste, proche des militants, très exigeant envers lui et les autres parfois brutal face à la médiocrité.

On sentait un homme que rien ne pouvait entamer. Sa présence dans une salle provoquait chez les militants un envoutement. Sa sincérité et son courage lui ont donné une crédibilité totale vis à vis de ses camarades et aussi de ses ennemis.

Sa simplicité lui permettait d'être à l'écoute de tous les événements et au fait de toutes les réalités de notre société. Son engagement syndical lui permettait d'être à l'écoute des couches les plus défavorisées. Il était aussi un intellectuel de grande valeur. Toutes ces qualités rassemblées chez un seul homme faisaient qu'il était pour moi le modèle.

OMAR était à mes yeux l'homme dont la seule préoccupation était la lutte pour « la libération, la démocratie et le socialisme ». Il aspirait avec force à un Maroc nouveau où les classes populaires pourront vivre dans la dignité. Pour atteindre ce but il fallait un instrument : ce sera L'USFP créé le 11 janvier 1975 à l'issue du congrès extraordinaire. Un

parti avec une idéologie claire et un programme précis ; optant pour la voie démocratique sous la direction d'un bureau politique dont les membres formeront une équipe homogène autour de A.Bouabid.

OMAR était la dynamo de ce congrès préparé en trois mois. Il était capable de convaincre et de mobiliser pour ce qu'il pensait être juste.

Pour tous les militants une nouvelle page allait s'ouvrir sous la direction politique de Abderrahim BOUABID auquel OMAR vouait un respect total. Dans ce cadre lui-même s'attèlera avec Mohamed EL YAZGHI à la restructuration de l'organisation du parti.

L'assassinat de OMAR BENJELLOUN dans les conditions les plus lâches a été un deuil et un coup dur pour sa famille, son parti et le peuple marocain dont il voulait le bonheur. Abderrahim. BOUABID vivra douloureusement cet assassinat. Pour moi, sa disparition sera un choc que j'ai eu beaucoup de mal à dépasser.

J'ai choisi de partager avec les lecteurs de mon blog ce témoignage consacré à Omar BENJELLOUN dont j'évoque souvent le nom car cet homme a occupé une place particulière dans mon cœur et dans ma conception de la pratique militante.